

LA GAUCHE SOCIALISTE POLONAISE ET LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

La gauche socialiste polonaise et la Révolution d'Octobre — ce problème ne cesse de retenir l'attention des historiens polonais. Considéré souvent comme un critère idéologique, comme une prise de position à l'égard d'un phénomène extérieur, ce problème dépasse en fait largement ce cadre car il s'agit, en réalité, d'une attitude et d'un programme définis, face aux transformations sociales et politiques à l'intérieur du pays lui-même.

Cet aspect du problème revêt une importance d'autant plus grande que la Pologne était le voisin immédiat de la Russie révolutionnaire et même plus qu'un voisin au sens précis du terme.

La Pologne allait-elle constituer un pont sur lequel passerait la Révolution en marche vers l'Ouest, ou bien, au contraire, servirait-elle de barrière, d'obstacle isolant la Russie révolutionnaire du reste de l'Europe, en premier lieu de l'Allemagne? C'est vers ce pays, en effet, que regardaient, depuis novembre 1918 surtout, tous ceux qui espéraient que serait brisé l'encerclement de la Révolution d'Octobre.

Il importe de tenir compte, dans l'analyse de la situation, du fait que la majeure partie des territoires polonais avait été, jusqu'en 1915 et pendant plus d'un siècle annexée par la Russie et que durant les 50 dernières années elle était partie intégrante de l'Empire Russe. Aussi, au moment de la Révolution d'Octobre, pouvait-on compter en Russie plus de 2 000 000 de Polonais (dont près de 1 500 000 réfugiés ou évacués des territoires occupés par l'armée allemande, à quoi il faut ajouter quelque 300 000 Polonais appartenant à l'émigration économique, près de 600 000 soldats et officiers de l'armée russe, environ 100 000 prisonniers de guerre de nationalité polonaise incorporés dans l'armée allemande et autrichienne). En ajoutant les Polonais établis dans les provinces orientales de l'ancienne Pologne au nombre de 1 500 000, on obtient le chiffre de 3 500 000 personnes de nationalité polonaise se trouvant en Russie au moment des journées d'Octobre, soit près de 20% de la nation polonaise tout entière. Un pareil état de choses suffirait déjà à conclure que la révolution russe ne pouvait être considérée par le peuple et encore moins par les partis socialistes polonais comme un phénomène extérieur.

Ce qui ne veut pas dire, bien entendu, qu'il n'y ait pas eu à l'époque en Pologne de partis ou de groupes désireux, sinon d'étouffer la révolution prolétarienne en Russie — ce qui dépassait leurs possibilités, — du moins de la réduire à un phénomène purement extérieur pour le peuple polonais, et même pour cette partie de la population polonaise qui se trouvait en Russie.

La position de la gauche socialiste polonaise était, il va de soi, diamétralement opposée. Par la gauche socialiste polonaise nous entendons: La Social-Démocratie du Royaume de Pologne et de la Lituanie (SDKPiL), le Parti Socialiste Polonais - Gauche (PPS-Lewica) et le Parti Communiste Ouvrier de Pologne (KPRP) fondé en décembre 1918, à la suite de la fusion des deux partis précédents.

Nous ne pouvons examiner dans le cadre de cet article que quelques problèmes ayant trait à la position des socialistes polonais de gauche envers la Révolution d'Octobre. Il n'est pas dans notre intention de présenter une description chronologique de leur attitude et de leur activité, ne serait-ce que parce que ce sujet a déjà été traité dans un grand nombre d'ouvrages historiques anciens et récents¹.

Sans doute, presque tous les historiens ont-ils puisé aux mêmes sources constituées principalement par la presse, des feuilles volantes et des brochures. Il est vrai que les archives des partis en question, datant des dernières années de la Première Guerre mondiale et du début de l'après-guerre, n'ont pas été, à de rares exceptions près, retrouvées. Seules ont été conservées les archives des organisations de ces partis qui avaient été créées en Russie. Mais ces documents nous montrent que les discussions qui se sont déroulées à l'intérieur de ces organisations, que les opinions qui y étaient défendues concordaient avec la ligne politique préconisée à l'usage extérieur et diffusée par la presse, les tracts, les brochures, etc.

Au point de vue des faits, il faut donc le constater, il n'y a que peu de choses à ajouter aux ouvrages déjà existants. S'il nous paraît nécessaire de reprendre la question, c'est plutôt que certains traits essentiels de la position de la gauche socialiste à l'égard de la Révolution d'Octobre ont jusqu'à présent échappé à l'attention des chercheurs, tandis que l'importance d'autres traits était souvent méconnue.

En premier lieu, il importe de rappeler qu'il ne s'agissait pas pour les révolutionnaires de prendre position par rapport à un phénomène politique d'une importance capitale, il est vrai, mais limité à un seul pays: la Russie. Pour eux le sort de la Révolution d'Octobre était avant tout intimement lié à celui de la révolution en Europe et dans le monde entier et, par conséquent, à l'avenir de la révolution en Pologne. Ce n'est qu'en posant ainsi le problème il devient possible d'analyser l'attitude de la gauche socialiste polonaise envers ce tournant de l'histoire et envers la dramatique confrontation de la théorie marxiste de la prise du pouvoir par la classe ouvrière avec sa mise en pratique réalisée en Russie. L'étude de ces problèmes per-

¹ Parmi ces ouvrages, il faut citer ceux de H. Jabłoński, J. Kowalski, L. Grosfeld et H. Zieliński, W. Najdus, A. Ajnenkiel, J. Holzer et J. Molenda, H. Malinowski, A. Leinwand, F. Tych, etc.

mettra d'établir dans quelle mesure les partis de gauche socialiste en Pologne étaient idéologiquement liés avec l'aile gauche de la social-démocratie de l'Europe occidentale.

En principe le présent article ne dépasse pas chronologiquement l'année 1919. Cette année marque, en effet, des changements importants: la stabilisation de la Pologne comme État indépendant de type bourgeois, et l'échec des révolutions prolétariennes en Allemagne et en Hongrie. Il est évident que l'adoption de cette date ne signifie nullement une vue exhaustive sur aucun des problèmes traités. Mais, après 1919, ces mêmes problèmes revêtent de nouveaux aspects dont l'étude dépasserait notablement le cadre volontairement restreint du présent essai.

*

La Révolution d'Octobre a ouvert un nouveau chapitre dans l'histoire de la gauche socialiste en Pologne. Cet événement a non seulement imprimé un caractère différent à la lutte pour les transformations sociales en Pologne mais il a été, à juste titre, considéré comme le début d'une nouvelle époque politique à l'échelle mondiale.

Déjà la révolution de février 1917 en Russie avait été accueillie par la gauche socialiste polonaise comme une confirmation de ses vues politiques concernant le renversement du régime tsariste par la classe ouvrière russe. C'est dès 1893 que la SDKPiL avait lancé de tels pronostics, alors même que le mouvement ouvrier russe n'était encore qu'au stade embryonnaire. Il avait fallu, certes, aux dirigeants de la SDKPiL, une grande perspicacité politique pour pouvoir baser leur tactique précisément sur de tels pronostics.

La SDKPiL² aussi bien que le Parti Polonais Socialiste-Gauche³ se rendaient parfaitement compte en mars 1917 que cette « victoire sur l'absolutisme tsariste est le premier acte de la révolution, que dès maintenant deux forces sont en présence: la bourgeoisie et le prolétariat, et qu'une lutte sans merci va se livrer entre eux »⁴. L'importance internationale de la révolution de février n'échappait pas aux leaders des socialistes polonais. La presse de la SDKPiL écrivait en mars 1917: « La révolution russe étend son ombre gigantesque sur la guerre mondiale [...] Nous entrons actuellement dans sa dernière phase, la phase révolutionnaire [...] »⁵.

Entre mars et octobre 1917 la presse de la SDKPiL exalte la tactique révolutionnaire des bolchéviks et l'oppose à la politique opportuniste de soutien à la guerre suivie par les partis sociaux-démocrates de l'Europe occidentale⁶. Les menchéviks

² Voir l'article *Rewolucja w Rosji*, « Nasza Trybuna », n° 10 du 24 mars 1917.

³ Voir « Głos Robotniczy », n° 19 du 21 mars 1917.

⁴ *Rewolucja w Rosji*, « Nasza Trybuna » du 24 mars 1917. Des opinions semblables se retrouvent dans la presse de la gauche socialiste.

⁵ *Ibidem*.

⁶ Cf. par exemple l'article *Socjaldemokracja i wojna*, « Nasza Trybuna », n° 11 du 31 mars 1917 et l'article *Dwa prądy*, « Nasza Trybuna », n° 12 du 7 avril 1917.

sont âprement critiqués, de même que leurs différentes fractions⁷. Le sens politique de ces déclarations apparaît encore avec plus d'évidence lorsqu'on les confronte avec les vives polémiques que la SDKPiL a menées entre 1903 et 1913, à plusieurs reprises, avec le parti bolchévique, particulièrement sur le problème national et les questions d'organisation.

D'une façon générale, on peut constater que la gauche socialiste polonaise avait voulu voir déjà dans la révolution de février 1917 l'annonce d'une solution révolutionnaire de la guerre non seulement pour le prolétariat russe mais aussi pour le prolétariat des autres pays, solution préconisée par le mouvement de Zimmerwald dès les premières années du conflit mondial. Cependant, les perspectives de sa réalisation paraissaient fort éloignées avant l'année 1917. A présent, le mot d'ordre allait devenir réalité, une réalité se limitant — il est vrai — à un seul pays mais pouvant s'étendre à d'autres pays en guerre.

L'attitude des socialistes polonais de gauche envers la guerre peut se résumer dans le mot d'ordre lancé alors avec une énergie accrue par la SDKPiL: « Cherchez l'ennemi dans votre propre pays! »⁸. La SDKPiL rejetait toute possibilité d'étapes intermédiaires telles que la lutte pour une paix démocratique et la constitution en Pologne, après la fin de la guerre, d'une démocratie de type parlementaire. L'issue révolutionnaire de la guerre mondiale, pensait-elle, résoudrait à la fois les problèmes d'une paix durable, de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, de l'abolition de l'oppression d'une nation par une autre. En un mot — pour ce parti les conflits sociaux et politiques constituaient un tout aux aspects multiples que seule la révolution européenne et la dictature du prolétariat, qui en résulterait, pourraient résoudre.

Le Parti Socialiste Polonais-Gauche n'avait pas à cet égard adopté une attitude aussi explicite, du moins jusqu'à la fin de 1917. Les résolutions de la conférence nationale tenue à Varsovie en décembre 1917, c'est-à-dire après la Révolution d'Octobre, nous montrent que les dirigeants du parti, tout en comprenant parfaitement que la victoire du prolétariat russe accélérerait et rendait plus réelles les chances d'une révolution internationale, ne limitaient pas leurs desseins politiques à cette seule variante dans le développement de la situation en Europe et en Pologne. La conférence estima, d'accord avec la SDKPiL, qu'en régime capitaliste il n'y avait point de moyen efficace pour prévenir la guerre et tout comme la SDKPiL — affirma que « dans le moment présent le mot d'ordre du prolétariat international doit être la suppression de la guerre par la révolution ». Cependant les résolutions n'écartèrent pas la possibilité d'une autre variante, celle où la classe ouvrière de Pologne serait trop faible pour accéder au pouvoir. Aussi posaient-elles devant le prolétariat

⁷ *Socjaldemokracja i wojna...*

⁸ Proclamation du Premier Mai 1917 du Comité Directeur de la SDKPiL dans *Socjaldemokracja Królestwa Polskiego i Litwy. Materiały i dokumenty, 1914 - 1918* présenté par B. Szmidt sous la direction de S. Krzyżanowski, Moskwa 1936, p. 228.

révolutionnaire la tâche d'une lutte pour « un développement des relations entre les peuples, développement qui favoriserait le mieux la lutte de classes pour la libération du pays des griffes de l'impérialisme [...] la liberté politique et nationale, des garanties d'indépendance répondant aux nécessités de la lutte de classes du prolétariat »⁹. La SDKPiL critiqua vivement cette prise de position qu'elle qualifia d'opportuniste¹⁰.

Il n'y a pas lieu d'expliquer uniquement par l'esprit sectaire de l'extrême gauche du socialisme polonais l'attitude intransigeante de la SDKPiL, qui n'acceptait aucune étape intermédiaire, qui n'admettait que la révolution prolétarienne. Cette intransigeance gagnait de plus en plus le Parti Socialiste Polonais-Gauche et marquera la ligne générale et la tactique suivie par le Parti Communiste Ouvrier de Pologne au cours des premières années de son existence. Cette attitude avait été déterminée en fait par les suites psychologiques et politiques de ce bouleversement que fut la guerre mondiale et les malheurs qu'elle entraîna pour des dizaines de millions d'hommes. Parmi les arguments majeurs avancés par la gauche révolutionnaire en Pologne, on retrouve la thèse suivant laquelle, si la bourgeoisie restait au pouvoir parce que le prolétariat ne parvenait pas à l'abattre, l'humanité n'aura à l'avenir, aucune garantie d'éviter le retour des massacres de dizaines de millions d'hommes. Le fait d'utiliser largement cet argument ne doit pas être considéré comme un procédé de pure propagande, il correspondait pleinement à la profonde conviction des dirigeants de l'extrême-gauche polonaise. Ainsi, la révolution prolétarienne était nécessaire non seulement dans l'intérêt social de la classe ouvrière mais paraissait indispensable afin d'éviter à l'humanité une nouvelle série de cataclysmes. Ce dernier raisonnement mérite d'être souligné, d'autant plus que nombre d'historiens omettent de le prendre en considération.

*

La nouvelle de la Révolution d'Octobre est accueillie avec enthousiasme par la SDKPiL et le Parti Socialiste Polonais-Gauche. Dans l'appel lancé par la Direction Centrale de la SDKPiL après les premières nouvelles arrivées de Petrograd, nous lisons entre autres :

« Des nouvelles incroyables, foudroyantes nous arrivent de Russie. A Saint-Petersbourg la classe ouvrière est victorieuse ! Le gouvernement bourgeois est balayé ! La dictature du prolétariat est devenue réalité ! C'est l'heure de la vengeance pour les trois années de massacres, pour l'effroyable série des crimes du Capital [...] ».

On retiendra les principaux traits politiques de cet appel : « Durant les six mois de gouvernements issus de la révolution bourgeoise le prolétariat n'a obtenu ni pain ni paix, c'est pourquoi il les prend aujourd'hui de sa propre main victorieuse ».

⁹ *Trzy Konferencje*, « Robotnik », du février 1918.

¹⁰ *Jednoczyciele*, « Czerwony Sztandar », III - IV 1918, n° 193. Pour des renseignements plus précis concernant l'attitude de la gauche socialiste à cet égard voir : F. Tych, *PPS - Lewica w latach wojny 1914 - 1918*, Warszawa 1960, p. 116 - 142.

L'appel souligne qu' « il ne s'agit pas uniquement de pain et de paix! L'ouvrier a compris aujourd'hui qu'il n'a plus le droit de laisser le pouvoir aux mains des capitalistes souillées de sang. Il ne faut pas tolérer plus longtemps ce régime! Voilà les leçons tirées du massacre mondial ». L'appel proclame l'entière solidarité de la SDKPiL avec la révolution prolétarienne en Russie, qui fraie la voie à « l'ultime et décisive bataille pour le socialisme »¹¹.

De même le Parti Socialiste Polonais-Gauche affirme par la résolution de la Conférence de décembre 1917 son entière et inconditionnelle solidarité avec la Révolution d'Octobre. L'organe du parti « Robotnik » écrivait alors: « Tous les opprimés et tous les exploités portent leurs espoirs vers la lutte victorieuse des ouvriers russes »¹².

Dans ces premières déclarations, aucun des problèmes de tactique intérieure de la révolution bolchévique n'est encore évoqué. Mais dès lors on fait remarquer que « le sort de la révolution russe est entre les mains du prolétariat international et de la révolution en Europe »¹³.

Tandis qu'en Pologne même les deux partis ne pouvaient témoigner de leur soutien à la Révolution d'Octobre que par des déclarations politiques s'attachant à gagner les ouvriers polonais à la cause de la révolution bolchévique et à les entraîner à une action révolutionnaire dans le pays, de nombreux dirigeants et adhérents de ces deux partis qui se trouvaient alors en Russie apportaient à la révolution un soutien direct, une participation active.

Dès les premiers mois de la révolution de février, les sociaux-démocrates polonais en Russie militèrent dans les rangs bolchéviks et identifièrent à tel point leur programme et leur activité avec ceux du parti bolchévik qu'ils ne considérèrent même pas au début nécessaire de créer une organisation propre de la social-démocratie polonaise; ils appartenaient aux organisations locales du parti bolchévik. Cependant, conscients du fait que divers groupements bourgeois et socialistes de droite déployaient leur activité parmi l'émigration polonaise en Russie, ils ne pouvaient et, bien entendu, ne voulaient pas laisser leurs compatriotes aux seuls « soins politiques » des partis adverses.

Dans les mois qui suivirent les événements de février 1917, des formations militaires polonaises commencèrent à se constituer; les sociaux-démocrates polonais combattirent énergiquement cette entreprise non seulement parce qu'ils étaient opposés à toute tentative visant à séparer les Polonais de la révolution russe mais surtout parce qu'ils craignaient de voir ces formations militaires devenir, entre les mains d'un commandement réactionnaire, un instrument de lutte contre les forces de la révolution. Crainte pleinement justifiée, comme l'a montré la politique ultérieure de ce commandement. Les groupements contre-révolutionnaires polonais dé-

¹¹ Proclamation du Comité Central de la SDKPiL: *Rewolucja proletariatu w Rosji*, Warszawa, novembre 1917.

¹² *Rewolucja rosyjska w walce z reakcją międzynarodową*, « Robotnik », n° 238 de février 1918.

¹³ Proclamation du Comité Central de la SDKPiL: *La Révolution prolétarienne en Russie!*

veloppaient également une propagande neutraliste qui cherchait à convaincre les Polonais résidant en Russie que les événements russes ne les concernaient guère, qu'ils devaient se tenir à l'écart de ces conflits.

Les organisations de la gauche socialiste polonaise en Russie combattaient vivement ce neutralisme, en montrant qu'une pareille attitude servait de prétexte pour détacher les masses populaires polonaises de la révolution.

La lutte de la gauche contre les groupements polonais anti-socialistes en Russie revêtait des aspects divers, elle concernait non seulement la question des formations militaires, des institutions administratives, mais aussi des problèmes scolaires, culturels, d'organisation d'entre-aide, etc.

Cependant, ce n'est qu'après un certain laps de temps que les sociaux-démocrates polonais fondèrent leur propre organisation¹⁴. Le premier juin 1917 parut le premier numéro de « Trybuna », organe des groupements de la SDKPiL en Russie. Une semaine après la fondation de cette publication se constitua le Comité Central Exécutif des groupements SDKPiL en Russie dont les membres sont, entre autres, Feliks Dzierżyński, Józef Unszlicht, Stanisław Bobiński, Julian Leński.

« Cette centralisation des groupements polonais — lisons-nous dans la presse de la SDKPiL — avait naturellement pour but non pas de séparer les ouvriers polonais des ouvriers russes, mais bien au contraire — de faire participer les ouvriers polonais d'autant plus efficacement au mouvement de Russie »¹⁵. C'est pourquoi tous les membres des organisations de la SDKPiL en Russie prenaient non seulement une part active aux événements révolutionnaires mais continuaient à être affiliés aux organisations bolchéviques locales.

Les sociaux-démocrates polonais jouèrent un très grand rôle dans les journées de novembre 1917. Pour s'en rendre compte il suffit d'énumérer les postes-clé politiques occupés par des socialistes polonais à ce moment et lors de la lutte pour la consolidation du pouvoir des Soviets.

C'est ainsi que l'un des fondateurs et des dirigeants de la SDKPiL, Feliks Dzierżyński, était membre du Centre bolchévique chargé de préparer l'insurrection armée. Par la suite il fut placé à la tête d'un poste des plus délicats de la révolution: la Commission Extraordinaire pour la lutte contre le sabotage et la contre-révolution. Un autre dirigeant de la SDKPiL, Józef Unszlicht, était, en octobre 1917, membre du Comité Militaire Révolutionnaire de Petrograd et, en 1918, commissaire politique aux armées sur le Front Occidental. Un autre parmi les fondateurs de la SDKPiL, Bronisław Wesołowski, était membre du Secrétariat du Comité Central du Parti Bolchévique et fut plus tard nommé président de la Haute Cour Révolutionnaire. Stanisław Pestkowski, militant en vue de la SDKPiL, faisait également partie du Secrétariat du Comité Central du Parti Bolchévique et fut plus tard Commissaire du peuple adjoint pour les minorités nationales. D'autres dirigeants de la SDKPiL,

¹⁴ *Działalność SDKPiL w Rosji*, « Nasza Trybuna », n° 2, 9 novembre 1918, p. 6.

¹⁵ *Ibidem*, p. 7.

tels que Mieczysław Broński, Jakub Fürstenberg-Hanecki, etc., occupèrent également des postes de Commissaires de peuple adjoints.

Des militants comme J. Leszczyński-Leński, S. Bobiński, S. Budzyński, J. Żbikowski, ainsi que nombre d'autres responsables de la SDKPiL, prirent directement part à l'insurrection armée et plus tard aux combats sur différents fronts. Plusieurs services du gouvernement soviétique furent organisés avec le concours essentiel de représentants éminents de la SDKPiL comme Mieczysław Kozłowski, Kazimierz Cichowski, Karl Radek et d'autres. Les militants de la SDKPiL furent présents en grand nombre dans les premières équipes de diplomates soviétiques.

Plusieurs régiments parmi les plus exposés dans la lutte pour la défense de la révolution avaient été formés par des Polonais. Tout ceci est suffisamment connu pour que nous ayons besoin de nous y arrêter plus longuement. Notons seulement qu'il ne s'agissait pas uniquement de cadres dirigeants. Dans tous les recoins de la vaste Russie où se trouvaient alors des Polonais, nombre d'entre eux prirent part à la Révolution d'Octobre. Wincenty Matuszewski, un des dirigeants de la SDKPiL, fut exécuté par les militaires blancs pour son rôle au cours de la révolution en Sibérie, le même sort fut réservé à Jan Tarwacki, commissaire rouge en Crimée. Et l'on pourrait citer par milliers les noms de révolutionnaires polonais, qui ont grandement contribué au triomphe de la Révolution d'Octobre. Aussi Bolesław Siwik, un des leaders du Parti Socialiste Polonais de droite, n'avait-il pas tort lorsque, de Petrograd, il informait en décembre 1917 la direction de son parti à Varsovie qu'en Russie « l'ouvrier polonais dans son immense majorité marche la main dans la main avec l'ouvrier russe sous le signe du bolchévisme. Il marche sous ce signe sans égards au parti auquel il appartient. Ceci s'applique aussi bien aux membres de la SDKPiL qu'à ceux du Parti Socialiste Polonais. L'ouvrier polonais se range spontanément du côté des bolchéviks non pas à cause de son appartenance politique (SDKPiL) ou bien parce que ce sont les bolchéviks qui prennent le plus en considération la question de la liberté nationale. Non, il les suit parce qu'il considère le bolchévisme comme son parti, son parti de classe, son propre parti »¹⁶.

Dans une brochure publiée en 1917, la première d'une grande série intitulée « La révolution et la guerre », la Direction Centrale de la SDKPiL rend hommage à l'activité des membres du parti en Russie par une définition qui va bien au delà d'une simple approbation. C'était une véritable identification avec la tactique des bolchéviks: « Côte à côte avec les bolchéviks marchent nos camarades qui sont en Russie [...] La victoire des bolchéviks marque également la victoire de notre tactique et de nos principes »¹⁷.

¹⁶ Lettre de B. Siwik datée de Petrograd aux dirigeants du Parti Socialiste Polonais — Fraction Révolutionnaire à Varsovie, 2 décembre 1917, citée dans *Materiały archiwalne do historii stosunków polsko-radzieckich*, vol. I, Warszawa 1957, p. 126.

¹⁷ *Rewolucja i wojna*, (n° 1) publié par le Comité Central de la SDKPiL à Varsovie, en décembre 1917, p. 7.

La situation était bien plus compliquée dans le Parti Socialiste Polonais-Gauche et cela aussi bien au sein de la direction en Pologne-même que dans l'organisation de ce parti en Russie. En ce qui concerne cette dernière, ses dirigeants s'étaient rangés non pas aux côtés des bolchéviks dont la tactique suscitait de leur part de sérieuses réserves, mais aux côtés de l'aile gauche des menchéviks (menchéviks-internationalistes) dirigée par J. Martov.

L'organisation du Parti Socialiste Polonais-Gauche en Russie, formée après la révolution de février, n'était pas liée à la direction centrale de Varsovie. Elle groupait en majeure partie — tout comme les organisations de la SDKPiL — des ouvriers polonais qui avaient été évacués en 1915 avec leurs établissements industriels en Russie par les autorités tsaristes, des soldats polonais incorporés dans l'armée russe et d'anciens prisonniers politiques du régime tsariste, libérés par la révolution. Comme la Social-Démocratie, le Parti Socialiste Polonais-Gauche disposait de groupements bien organisés dans presque toutes les localités où se trouvaient des ouvriers polonais, et les deux partis avaient leurs propres publications en langue polonaise. A la tête du Parti Socialiste Polonais-Gauche, se trouvaient d'anciens prisonniers politiques, ainsi que des militants arrivés d'Occident en même temps que les révolutionnaires russes (tels que Feliks Kohn et Stanisław Łapiński)¹⁸. Ce n'est que durant la seconde moitié de l'année 1918 que l'organisation socialiste en Russie noua des relations plus suivies avec la direction centrale du parti en Pologne.

Les directives envoyées par le Comité Central Exécutif des groupes de ce parti en Russie à la section de la ville de Perm reflètent d'une manière concise sa ligne politique :

« Voici notre ligne politique. Nous critiquons les bolchéviks, nous sommes en opposition dans les Soviets, nous ne prenons pas la responsabilité politique de ce qu'ils font, mais nous ne nous abstenons nullement de prendre part à la tâche, tout en retenant — là où c'est possible — les bolchéviks sur la route des excès. Nous soutenons honnêtement la lutte avec la véritable contre-révo-

¹⁸ Le présent article n'a pas l'intention de retracer l'histoire des organisations de la SDKPiL et du PPS-Gauche en Russie. Cette question a, d'ailleurs, été traitée assez exhaustivement dans des travaux récents de W. Najdus: *Polacy w Rewolucji Październikowej* et *Uchodźcy polscy w Rosji w latach 1917 - 1919*, « Kwartalnik Historyczny », 1957, n° 6; *Z działalności polskich organizacji robotniczych w Rosji w 1917*, « Z pola walki », 1958, n° 1. Cf. aussi R. Jeremołajewa, *Przyczynek do dziejów organizacji SDKPiL i PPS-Lewicy w Rosji (1917 - 1918)*, « Z pola walki », 1958, n° 3; *Materiały archiwalne do historii stosunków polsko-radzieckich*, vol. I, réd. N. Gąsiorowska, Warszawa 1957; *Oktjabskaja rewolucija i zarubeżnye slawjanskie narody*, « Sbornik statej », Moskwa 1957; M. V. Misko, *Oktjabskaja rewolucija i vosstanowlenie nezawisimosti Polši*, Moskwa 1957. Parmi les ouvrages plus anciens consacrés à cette question, citons *Dziesięć lat: 1917 - 1927 (Udział Polaków w Rewolucji Październikowej w Leningradzie)*, Moskwa 1927; *Robotnik polski w Rewolucji Październikowej na Białorusi*, Mińsk 1927, de Stefan Heltman; ainsi que de nombreux articles publiés dans le « Calendrier Communiste » pour l'année 1920. Tout dernièrement A. Manusevič vient de publier une étude sur la participation des Polonais à l'établissement du pouvoir des Soviets en Russie où cette question est traitée d'une façon très étendue.

lution. Aucun contact avec les partisans de “la défense nationale”¹⁹. Nous n'utilisons pas la tactique du boycottage²⁰ adoptée par Martov, bien que nous partagions son point de vue sur la situation politique »²¹.

Malgré ces instructions, la plupart des organisations locales des socialistes polonais de gauche en Russie s'étaient ralliées comme nous l'avons vu aux activités du parti bolchévik. Par contre, la direction du parti — du moins celle qui se trouvait alors en Russie — n'abandonna les réserves formulées à l'égard de la tactique des bolchéviks qu'au mois de novembre 1918 et ce n'est qu'alors qu'elle adressa aux organisations locales des directives les invitant à adhérer aux organisations du parti bolchévik²².

Face à cette absence d'homogénéité dans la position du Parti Socialiste Polonais - Gauche, la Social-Démocratie du Royaume de Pologne et de la Lituanie soulignait avec fierté l'identité absolue des vues politiques entre les organisations de ce parti en Pologne et en Russie: « La SDKPiL est restée une et indivisible. Rien de ce désordre qui caractérise le PPS-Gauche ou le PPS-fraction [droite] lesquels se sont scindés en deux parties: la partie polonaise et la partie russe, chacune suivant une autre tactique et des mots d'ordre différents »²³.

Cependant, aussi bien dans les rangs de la direction centrale de Varsovie que parmi les dirigeants des organisations du parti en Russie — l'unanimité touchant certains problèmes tactiques de la Révolution d'Octobre était loin d'être ce que « Nasza Trybuna » nous présente comme un monolithe « d'unité et d'indivisibilité »²⁴.

Au nombre des divergences qui secouaient la SDKPiL concernant la politique du parti bolchévik il faut citer en premier lieu les problèmes soulevés en 1918 par le théoricien le plus éminent de la SDKPiL, Rosa Luxemburg, dans ses *Remarques sur la révolution russe*. Il est vrai que l'auteur de ces remarques, Rosa Luxemburg, avait, depuis plus de quatre années déjà, cessé de prendre une part directe aux tra-

¹⁹ C'est ainsi qu'on appelait les partisans de la continuation de la guerre contre les Empires Centraux par la Russie, après la révolution de février. Ils poursuivaient leurs activités également après la Révolution d'Octobre.

²⁰ Il s'agit du boycottage des institutions soviétiques.

²¹ Lettre du Comité Central Exécutif du Parti Socialiste Polonais - Gauche en Russie, signée par le dr Ludwik Pinkus, membre du Secrétariat du Comité Central Exécutif et adressée à la section de Perm de ce parti. La lettre est datée de Petrograd, le 22 décembre 1917 (4 I 1918, Archives IM-L à Moscou. Une photocopie de cette lettre se trouve aux Archives de l'Institut d'Histoire du Parti à Varsovie, 60, vol. 2).

²² Voir la lettre du Secrétariat de la Section et des Groupements du PPS-Gauche signée par le dr Ludwik Pinkus et adressée au Comité Central du parti bolchévique (novembre 1918, Archives de l'Institut d'Histoire du Parti, 60, vol. 2).

²³ *Działalność SDKPiL w Rosji*, « Nasza Trybuna », n° 2 de novembre 1919.

²⁴ Sur les divergences au sein des organisations de la gauche socialiste en Russie voir compte rendu des activités des groupements de la SDKPiL en Russie de mai à novembre 1918, présenté à la III^e Conférence (*Materiały archiwalne do historii stosunków polsko-radzieckich*, vol. I, Warszawa 1957, p. 673).

vaux du parti. Ses contacts avec les organisations de la SDKPiL aussi bien en Pologne qu'en Russie étaient à peu près nuls, séparée qu'elle était de ses camarades par les murs des prisons allemandes. Au demeurant, même après sa sortie de prison, elle ne se décida pas à publier ses *Remarques* et ce fait fut interprété par plusieurs communistes comme un abandon de ses propres critiques relatives à certaines positions du parti bolchévik²⁵. Pareille interprétation devait en partie être fondée comme en témoigne une de ses lettres écrite à la fin de l'année 1918 — donc après la rédaction de ces *Remarques* — et adressée à Adolf Warski l'un des dirigeants de la SDKPiL puis du Parti Communiste de Pologne. Traitant de la tactique adoptée par les bolchéviks, Rosa Luxemburg écrit : « Je partage également toutes tes réserves et tes doutes mais je viens d'y renoncer en ce qui concerne les questions les plus importantes, alors que pour d'autres je ne me suis pas avancée aussi loin que toi »²⁶. On sait que Rosa Luxemburg n'était pas la seule parmi les dirigeants de la SDKPiL à formuler des réserves quant à certaines mesures tactiques prises par le parti bolchévik. Adolf Warski écrivait d'ailleurs quelques années plus tard « En 1918 j'avais des doutes sérieux en ce qui concerne la Révolution d'Octobre. Qui n'en avait pas à l'époque? Seuls, sans doute, les bolchéviks? »²⁷.

Il est intéressant de noter que presque simultanément Maria Koszutska (Vera Kostrzewa) — un des théoriciens les plus en vue du PPS-Gauche et plus tard un des dirigeants du Parti Communiste de Pologne — formule, en toute indépendance, ses remarques sur la tactique du parti bolchévik au cours de la Révolution d'Octobre, remarques publiées dans la presse du PPS-Gauche. Et, fait qui mérite d'être souligné, les pensées de ces deux remarquables représentantes du socialisme polonais concordent quant aux questions fondamentales, malgré certaines divergences importantes. D'une façon générale, ces opinions étaient assez proches de celles défendues par la plupart des leaders de l'aile gauche du mouvement socialiste dans les pays occidentaux.

La prise du pouvoir par les bolchéviks, la façon dont la dictature du prolétariat était exercée sous leur direction, les conditions économiques et sociales d'un pays dans lequel, pour la première fois, le prolétariat accédait au pouvoir, les perspectives ultérieures de la révolution, tout cela devait nécessairement préoccuper et passionner la gauche socialiste dans tous les pays, et, bien entendu, aussi en Pologne. Ces questions s'imposaient infailliblement devant un phénomène d'une telle ampleur, où pour la première fois dans l'histoire, on assistait à une confrontation des théories marxistes sur la révolution avec leur mise en pratique. Et cette mise en pratique, réalisée en Russie, allait obligatoirement introduire des modifications, des corrections

²⁵ Voir entre autres K. Zetkin, *Um Rosa Luxemburgs Stellung zur russischen Revolution*, Hamburg 1922 et A. Warski, *Rosa Luxemburg Stellung zu den taktischen Problemen der Revolution*, Hamburg 1922.

²⁶ A. Warski, *Wybór pism i przemówień*, vol. II, p. 149.

²⁷ *Ibidem*, p. 147.

fort importantes, parfois même essentielles, dans les conceptions, les prévisions, les schémas stratégiques et tactiques liés à l'idée de la révolution socialiste.

L'ensemble des questions ayant trait à la tactique suivie par le parti bolchévik au cours de la Révolution d'Octobre peut être reparté en quatre groupes principaux, chacun de ces groupes comprenant en outre une série de problèmes mineurs qui en relevaient directement :

1) les représentants du prolétariat révolutionnaire devaient-ils prendre le pouvoir dans un pays comme la Russie à très forte prédominance de la paysannerie et où le prolétariat ne formait qu'une minorité?

2) la politique du parti bolchévik à l'égard de cette majorité paysanne de la population;

3) l'ensemble des problèmes qu'on pourrait grouper sous la rubrique « dictature du prolétariat et démocratie » et, en corollaire, le problème de la terreur révolutionnaire et de l'attitude des bolchéviks à l'égard de l'Assemblée Constituante;

4) enfin le problème crucial des perspectives de la Révolution d'Octobre et des voies qui pourraient mener à briser son isolement, ainsi que des questions s'y rattachant directement telles que : a) la conclusion d'une paix séparée entre la Russie révolutionnaire et l'Allemagne impérialiste (traité de Brest-Litovsk) et b) la guerre révolutionnaire.

Pour les Polonais (ainsi que pour d'autres nationalités dont les territoires avaient fait partie de la Russie tsariste), il y avait encore une question capitale : la Révolution d'Octobre et le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes.

Le point de départ de toute prise de position à l'égard de la Révolution d'Octobre consistait à savoir quand, dans quelles conditions sociales et politiques pouvait-on s'attendre à une révolution qu'il serait possible de définir comme une révolution socialiste.

N'oublions pas que, bien avant 1917, durant des dizaines d'années, toute la littérature marxiste — ouvrages théoriques aussi bien que brochures de propagande et articles de presse — affirmait que la révolution socialiste ne pourrait avoir lieu qu'au stade final du système capitaliste qui aboutirait à une polarisation totale de la société, où il n'y aurait pratiquement que deux groupes sociaux bien définis : d'un côté une poignée de capitalistes, de l'autre le prolétariat, devenu la majorité de la nation. Karl Radek constatait ironiquement en 1918 que « le marxisme a été réduit à un simple jeu de combinaison »²⁸. Il paraissait proprement impossible que le socialisme puisse triompher dans un pays où les paysans formaient une majorité écrasante et où le capitalisme n'était encore que peu développé.

Le fait que la Révolution d'Octobre ait pu être approuvée, bien que la Russie fût tellement différente de l'idée que se faisaient les sociaux-démocrates de la structure sociale d'un pays où la révolution socialiste pourrait vaincre, marque un changement important dans l'idéologie des socialistes, polonais ou autres.

²⁸ K. Radek dans *Rozwój socjalizmu od nauki do czynu*, Wilno 1919.

On sait que les menchéviks russes, la droite de la social-démocratie en Europe occidentale, de même que les « centristes » groupés autour de Kautsky estimaient que le prolétariat n'aurait jamais dû prendre le pouvoir dans une Russie économiquement arriérée. A leur avis, la révolution aurait dû s'arrêter à sa première étape — après l'abolition du tsarisme, entreprendre la construction d'un régime de démocratie bourgeoise.

Les bolchéviks avaient commis d'après eux une faute capitale en instaurant la dictature du prolétariat. Et toutes les difficultés que devaient rencontrer par la suite la révolution russe n'étaient plus que la conséquence logique de cette première erreur.

La gauche socialiste polonaise était, dans cette question, résolument opposée aux conceptions de Kautsky comme des menchéviks. De même les auteurs des deux critiques les plus vives concernant la tactique de bolchéviks, Rosa Luxemburg et Maria Koszutska, condamnèrent sans la moindre ambiguïté la position des droitières et des centristes dans les rangs de la social-démocratie internationale.

Pour Rosa Luxemburg la situation réelle de la révolution russe se résolut au bout de quelques mois dans l'alternative:

« [...] victoire de la contre-révolution ou dictature du prolétariat, Kalédine ou Lénine... Le parti de Lénine est le seul qui ait compris la loi et le devoir d'un parti vraiment révolutionnaire et qui, par le mot d'ordre: "tout le pouvoir aux mains des ouvriers et des paysans" ait assuré la continuation de la révolution [...] »

« Par là les bolchéviks — ajoute l'auteur — ont résolu la fameuse question de "la majorité de la population" qui, depuis toujours, pèse comme un cauchemar sur la poitrine des socialistes allemands. Nourrissons incarnés du crétinisme parlementaire, ils transfèrent simplement à la révolution l'enseignement-maison de la petite classe parlementaire: "Pour faire passer quelque chose, il faut d'abord avoir la majorité". La véritable dialectique de la révolution retourne ce précepte de taube parlementaire: ce n'est pas "par la majorité à la tactique révolutionnaire", c'est "par la tactique révolutionnaire à la majorité" que va le chemin. Seul, un parti qui sait les conduire, c'est-à-dire les pousser en avant, gagne, dans la tempête, la masse des adhérents. La volonté résolue avec laquelle Lénine et ses camarades ont, au moment décisif, lancé le seul mot d'ordre capable d'entraîner en avant: "Tout le pouvoir aux mains du prolétariat et des paysans", a fait d'eux, en une nuit, de minorité persécutée, calomniée, illégale, dont les chefs étaient, comme Marat, forcés de se cacher dans les caves, les maîtres absolus de la situation.

« Les bolchéviks ont aussi tout de suite posé comme but à cette prise de pouvoir un programme révolutionnaire tout entier, dans son maximum d'étendue: non pas consolidation de la démocratie bourgeoise mais dictature du prolétariat en vue de la réalisation du socialisme. Ils ont ainsi acquis dans l'histoire le mérite impérissable de proclamer pour la première fois le but final du socialisme comme programme immédiat de politique pratique.

« Tout l'honneur révolutionnaire et la capacité d'action qui a manqué à la démocratie socialiste en Occident, s'est trouvée chez les bolchéviks. Leur insurrection d'Octobre n'a pas seulement sauvé effectivement la Révolution russe, elle a aussi sauvé l'honneur du socialisme international »²⁹.

Les thèses défendues par Maria Koszutska diffèrent peu de celles de Rosa Luxemburg:

²⁹ R. Luxemburg, *La révolution russe*, Paris 1946, p. 191, 192, 194.

« Est-ce que la Révolution d'Octobre — demandait-elle en août 1918 — et la prise du pouvoir par le prolétariat socialiste russe ne constituaient pas une erreur fondamentale entraînant toute une série d'autres erreurs? Les socialistes étaient-ils véritablement appelés à réaliser la dictature au moment où le développement capitaliste du pays n'était point encore mûr pour le socialisme et alors que le pouvoir socialiste, exercé dans le cadre d'un capitalisme encore existant, est, à tout instant, obligé à des compromis? Il faut constater cependant que, malgré tout, il était impossible de reculer devant cette épreuve historique et devant cette responsabilité non moins historique. Affirmer que la dictature du prolétariat russe n'aurait dû être réalisée qu'au moment où le développement capitaliste aurait atteint le maximum de son développement, c'est vouloir éviter les dangers menaçants durant la période intermédiaire, — c'est s'imaginer que le socialisme pourrait, un jour, tel un fruit succulent, mûrir sur l'arbre capitaliste et tomber aux mains du prolétariat comme quelque chose de prêt et d'achevé»³⁰.

Maria Koszutska polémisait avec ceux qui pensaient que:

« [...] le prolétariat pour accéder à la dictature devait attendre un moment à tel point favorable que le pouvoir socialiste puisse assurer à tous les citoyens la liberté, le bien-être, en un mot, une sorte de paradis terrestre. Ceux qui auraient patiemment attendu un moment pareil en Russie ne l'auraient jamais atteint. Car, de toute évidence, le prolétariat ne peut prendre le pouvoir et triompher des classes ennemies qu'au moment où la politique de ces classes, suscitant un désastre général, les affaiblit et arrache à leur inertie les masses populaires en les armant contre l'opresseur[...]

« La conquête du pouvoir n'est donc pas et ne peut pas être une sorte de panacée miraculeux, supprimant d'emblée tout le mal causé par l'économie antérieure, mais elle met fin à une activité lourde de conséquences désastreuses et ouvre également la voie à de grands changements dans la prise de conscience et l'éducation des masses.

«Le fait d'avoir compris la situation et d'en avoir tiré des conclusions justes constitue indubitablement le grand mérite des bolchéviks»³¹.

Comme on le voit les dirigeants et les écrivains politiques de la gauche socialiste polonaise critiquaient les anciennes conceptions relatives aux conditions de la prise du pouvoir par le prolétariat, conceptions qu'ils avaient eux-mêmes rejetées mais que la droite, le centre et parfois même la gauche de la social-démocratie européenne continuaient de défendre. D'après eux le prolétariat ne pouvait pas attendre patiemment jusqu'à ce que le capitalisme ait accompli jusqu'au bout sa mission historique, car alors « le prolétariat aurait dû payer de ses souffrances incalculables son rôle de spectateur, d'observateur passif de la marche mécanique du capitalisme à travers des millions de cadavres »³². D'autre part on avançait que dans la situation d'un pays où le développement du capitalisme aurait entraîné la concentration des principales branches de l'industrie, de l'ensemble du système ferroviaire et des institutions de crédit, le prolétariat placé devant une chance réelle de conquérir le pouvoir n'aurait pas seulement la possibilité mais serait dans l'obligation de prendre dans ses mains tout ce système économique sans attendre que toutes les formes du capitalisme aient achevé leur cycle de développement.

³⁰ M. Koszutska (Wera Kostrzewa), *Pisma i przemówienia*, vol. I, Warszawa 1961, p. 242, 243.

³¹ *Ibidem*.

³² Radek, *op. cit.*, p. 14.

C'est ainsi que le prolétariat au pouvoir aura à socialiser au moins ces branches de l'économie où la concentration aura déjà été effectuée, alors que d'autres secteurs, comme par exemple la petite industrie ou l'agriculture, ne pourront être intégrés à l'économie socialiste que graduellement, au fur et à mesure que se resserreront leurs liens avec la grande industrie déjà socialisée. Au lendemain de la Révolution d'Octobre, les sociaux-démocrates polonais estimaient que telle allait être certainement la voie suivie en Russie³³. Ils attiraient l'attention sur le fait que la situation tragique créée par la guerre avait amené les masses populaires russes non seulement à se soulever contre le régime responsable de leur situation, mais — comme écrivait Karl Radek, en septembre 1918 :

[...] avec l'aide des paysans qui avaient, au cours de trois années, versé leur sang pour le compte des impérialistes, les ouvriers avaient réussi à prendre le pouvoir. Que devaient-ils faire de ce pouvoir? Les partisans de la théorie mécanique, suivant laquelle le socialisme n'est possible que dans un pays où les neuf dixièmes de la population appartiennent au prolétariat, s'efforçaient d'expliquer aux ouvriers que l'établissement du socialisme n'est guère possible. Le retour au capitalisme — tel était le mot d'ordre des menchéviks. Cependant, les ouvriers russes ne pouvaient ni ne voulaient plus de capitalisme »³⁴.

De même que Maria Koszutska, Radek essayait de généraliser l'expérience russe, qui

« [...] démontre que la révolution ne doit pas nécessairement commencer dans le pays au développement capitaliste le plus élevé. Même la plus forte organisation capitaliste n'est pas en mesure d'épargner aux masses populaires toutes ces immenses souffrances créées par l'anarchie capitaliste, elle est, toutefois, en mesure de subjuguier plus facilement ces masses laborieuses que le pouvoir des jeunes États capitalistes.

« La révolution socialiste commence toujours dans les pays où l'organisation capitaliste est faible. Les États capitalistes dont les institutions d'oppression des masses sont les plus dégradées deviennent les terrains d'un bouleversement socialiste »³⁵.

Ce sont précisément ces idées qui formaient le point de départ des conceptions de la gauche socialiste polonaise et déterminaient leur attitude à l'égard de la Révolution d'Octobre. Et leur critique n'était point « une critique émanant d'observateurs extérieurs mais une tentative faite par des camarades de combat pour essayer de corriger les fautes dont le prolétariat n'aurait jamais pu se débarrasser s'il avait tenu ses dirigeants pour des divinités infaillibles »³⁶.

Toutefois, le fait que les bolchéviks aient conquis le pouvoir dans un pays à forte prédominance de la paysannerie engendrait divers problèmes de tactique ayant trait aussi bien à la politique agraire du gouvernement prolétarien qu'au rapport des forces entre les deux groupes sociaux en présence.

³³ *Ibidem*, p. 15.

³⁴ *Ibidem*, p. 16.

³⁵ *Ibidem*, p. 17.

³⁶ M. Z. (Maria Koszutska), *Rewolucja rosyjska a proletariat międzynarodowy*, « Głos Robotniczy », n° 55 du 15 août 1918.

Rosa Luxemburg était d'accord avec les bolchéviks quant au mot d'ordre de la prise immédiate de la terre des grands propriétaires et estimait que ce mot d'ordre « constituait la formule la plus courte, la plus simple et la plus lapidaire pour atteindre un double but : briser la grande propriété et attacher du premier coup les paysans au gouvernement révolutionnaire [...] Malheureusement — ajoute-t-elle, cette tactique — avait deux faces ; et le revers c'était que la prise immédiate de la terre par les paysans n'a absolument rien de commun avec une économie socialiste »³⁷.

Le partage, le morcellement de la grande propriété qui menaçait de retarder le développement des formes socialistes dans les campagnes inquiétait particulièrement Rosa Luxemburg³⁸. Nous savons, d'autre part, que des réserves du même genre avaient été également formulées par Julian Marchlewski³⁹. Rappelons aussi les contre-arguments de Lénine, suivant lesquels, dans le cas donné, les buts économiques devaient être subordonnés au but politique, c'est-à-dire à la victoire de la révolution prolétarienne, même si une telle solution devait entraîner une régression temporaire de la production. C'était là le prix que le prolétariat devait payer inéluctablement le fait d'avoir pris le pouvoir dans un pays à forte prédominance paysanne.

Cependant, Rosa Luxemburg allait plus loin que Marchlewski, qui voyait avant tout les résultats négatifs économiques du passage de la grande économie agricole qu'il y avait lieu de socialiser, à une possession privée morcelée. Rosa Luxemburg soulignait tout aussi vigoureusement sinon davantage les conséquences politiques de cette mesure. Elle considérait qu'après la distribution de la terre « la masse de paysans propriétaires sera réfractaire à toute socialisation de l'agriculture ; elle défendra bec et ongles sa propriété nouvellement acquise contre toute tentative socialiste. La réforme agraire de Lénine a créé pour le socialisme dans les campagnes une nouvelle et permanente catégorie d'ennemis dont la résistance sera de beaucoup plus dangereuse et plus obstinée que ne l'était celle des grands propriétaires fonciers aristocrates »⁴⁰.

Maria Koszutska était en l'occurrence bien plus proche des conceptions de Lénine. Elle partageait, il est vrai, l'avis de Rosa Luxemburg en écrivant que « le morcellement des terres ne signifiait pas de toute évidence le socialisme » mais estimait que la réforme agraire effectuée par les bolchéviks ne constituait pas un recul réel sur la voie du socialisme car « la liquidation de la grande propriété foncière, ce pilier de la réaction en Russie, était une nécessité historique et la condition première d'un développement ultérieur de la révolution, et le partage des

³⁷ Luxemburg, *La révolution russe...*, p. 195.

³⁸ *Ibidem*, p. 196 - 197.

³⁹ Quant aux opinions d'alors de J. Marchlewski concernant les possibilités de solution de la question agraire par la révolution prolétarienne, voir F. Tych et H. Schumacher, *Julian Marchlewski*, Warszawa 1966, p. 319 - 321.

⁴⁰ Luxemburg, *op. cit.*, p. 197, 198.

terres constituait non seulement le prix qu'il fallait payer pour conquérir le pouvoir mais pour faire triompher la révolution elle-même»⁴¹.

D'une façon générale, on peut constater que la critique de la politique agraire des bolchéviks élevée par le Parti Socialiste Polonais-Gauche était bien moins poussée que la critique par la SDKPiL. Le programme élaboré par la Conférence de la SDKPiL, en novembre 1918, évitait avec soin les « erreurs » des bolchéviks, mais se signalait également par un grand manque de réalisme politique. Au lieu d'une réforme agraire démocratique, on proposait un programme de transformations d'avant-garde, incapable d'attirer les grandes masses paysannes. Les mesures à réaliser au moment de la prise du pouvoir par le prolétariat comprenaient, entre autres, la suppression de la propriété privée de la terre, la socialisation de tous les grands biens et des grandes fermes à l'état indivisible, etc.

Malgré les réserves formulées par la gauche socialiste polonaise à l'égard de la tactique des bolchéviks, une question cependant n'avait jamais été évoquée par la presse de la SDKPiL, tant de manière directe qu'indirecte, en revanche elle suscita la plus vive inquiétude de Rosa Luxemburg, ainsi que celle de la presse du Parti Socialiste Polonais-Gauche. Il s'agit de réflexions concernant les formes de l'exercice du pouvoir par les bolchéviks, le problème de la démocratie et de la dictature, et partant celui de la terreur révolutionnaire. Rosa Luxemburg reprochait aux bolchéviks d'avoir abandonné les normes démocratiques de l'exercice du pouvoir, d'avoir aboli les assemblées issues du suffrage universel, d'avoir supprimé la liberté de presse et de réunion, d'avoir appliqué avec excès la terreur révolutionnaire⁴².

La plupart des auteurs de ces critiques ne se rendaient pas très bien compte de la situation, ne voyaient pas à quelles mesures extrêmes les bolchéviks étaient obligés d'avoir recours pour se défendre et attaquer afin de garder le pouvoir pour le prolétariat.

Néanmoins, on ne saurait réduire à cette seule cause l'origine de ces critiques, car on retrouve déjà leur genèse dans la polémique engagée entre Rosa Luxemburg et Lénine en 1903 - 1904, à propos de la conception du parti prolétarien et de son organisation. Quinze années plus tard dans ses *Remarques sur la révolution russe* elle écrivait :

« La liberté réservée aux seuls partisans du gouvernement, aux seuls membres d'un parti — fussent-ils aussi nombreux qu'on voudra — n'est point la liberté. La liberté c'est toujours la liberté de celui qui pense autrement. Non pas par fanatisme pour la "justice", mais parce que tout ce qu'il y a d'instructif, de salubre et de purifiant dans la liberté politique tient à cela et qu'elle perd de son efficacité quand "la liberté" devient un privilège »⁴³.

⁴¹ Koszutska, *Pisma i przemówienia...*, p. 244.

⁴² Luxemburg, *op. cit.*, p. 204 - 218.

⁴³ *Ibidem*, p. 211 - 212.

Rosa Luxemburg estimait que les bolchéviks avaient commis une erreur en remplaçant les assemblées issues du suffrage universel par les Conseils de délégués — les Soviets, appelés à être les seuls représentants véritables des masses laborieuses. Ensuite elle ajoutait :

« Mais en étouffant la vie politique dans tout le pays, il est fatal que la vie soit de plus en plus paralysée dans les Soviets mêmes. Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente où [...] quelques douzaines de chefs de parti, d'une énergie inépuisable et d'un idéalisme sans bornes, dirigent et gouvernent; parmi eux, la direction est, en réalité, aux mains d'une douzaine d'hommes au cerveau éminent, et une élite de la classe ouvrière est, de temps en temps, convoquée à des réunions pour applaudir aux discours des chefs, voter à l'unanimité des résolutions qu'on lui présente »⁴⁴.

Rosa Luxemburg était d'avis que les bolchéviks opposaient à tort la dictature à la démocratie. Elle soulignait qu'il n'était pas question pour elle d'un retour à la démocratie bourgeoise mais d'une nouvelle forme de démocratie. Mais dans ses *Remarques*, elle ne s'arrête pas au problème de savoir dans quelle mesure les Conseils de Délégués pouvaient être l'expression des formes nouvelles de démocratie qu'elle appelait de ses vœux.

« La mission historique du prolétariat, quand il arrive au pouvoir — écrivait elle — est de créer à la place de la démocratie bourgeoise une démocratie socialiste et non pas de détruire toute démocratie. Or, la démocratie socialiste ne commence pas seulement dans la Terre Promise, après qu'a été créée la base de l'économie socialiste à titre de cadeau de Noël pour le brave populo [...] Elle commence avec le moment de la conquête du pouvoir par le parti socialiste. Elle n'est pas autre chose que la dictature du prolétariat »⁴⁵.

Rosa Luxemburg s'efforce de voir les raisons objectives qui, à son avis, déforment la tactique bolchévique. C'est pourquoi elle ne les accuse pas de « mauvaise volonté » et écrit :

« Tout ce qui se passe en Russie est explicable: c'est une chaîne inéluctable de causes et d'effets dont les points de départ et d'arrivée sont: la carence du prolétariat d'Allemagne et l'occupation de la Russie par l'impérialisme allemand. Ce serait exiger de Lénine et de ses camarades une chose surhumaine que de leur demander encore, dans des circonstances pareilles, de produire par magie la plus belle des démocraties, la dictature du prolétariat modèle et une société socialiste florissante. Par leur attitude résolument révolutionnaire, leur force d'action exemplaire, et leur inviolable fidélité au socialisme international, ils ont vraiment fait ce qui pouvait se faire dans des conditions difficiles. Le danger commence au point où, faisant de nécessité vertu, ils cristallisent en théorie la tactique à laquelle les ont contraint ces fatales conditions et veulent la recommander à l'imitation du prolétariat international comme le modèle de la tactique socialiste »⁴⁶.

Nous trouvons des pensées assez proches quoique d'un caractère critique moins acerbe dans la presse du Parti Socialiste Polonais-Gauche, surtout dans la série déjà

⁴⁴ *Ibidem*, p. 213 - 214.

⁴⁵ *Ibidem*, p. 216 - 217.

⁴⁶ *Ibidem*, p. 217.

mentionnée des articles de Maria Koszutska *La révolution russe et le prolétariat international*. Elle y affirme, entre autres, que « l'empressement du gouvernement bolchévique à user de la force, surtout à l'égard de certains groupes de la classe ouvrière et où la violence remplaçait l'activité idéologique — fut certainement, une erreur [...] »⁴⁷.

Devant les deux militantes s'est posé le problème de la dissolution de l'Assemblée Constituante par les bolchéviks alors qu'ils en avaient eux-mêmes réclamé la convocation. Rosa Luxemburg voyait dans ce fait une violation inutile des principes démocratiques et estimait que les Conseils de Délégués et l'Assemblée Constituante pouvaient fort bien coexister. Maria Koszutska avait considéré, au contraire, la dissolution de l'Assemblée Constituante par les bolchéviks comme une mesure entièrement justifiée. « Avant l'Assemblée Constituante — écrivait-elle — une autre forme de pouvoir populaire était déjà née, qui répond, en effet, beaucoup mieux aux besoins du moment et à la nécessité de faire activement participer les masses laborieuses à la vie publique. Le problème se réduisait au dilemme: les Soviets ou la Constituante ».

A la question de savoir pourquoi les bolchéviks avaient convoqué l'Assemblée Constituante s'ils savaient d'avance qu'elle était condamnée, Maria Koszutska répond:

« La convocation de l'Assemblée Constituante a été une faute mais une faute presque inévitable, car c'était là un mot d'ordre imposé par la force des choses dans la lutte contre la dictature de Kérensky, et qui marquait le caractère politique de cette lutte. Quant aux Soviets, cette nouvelle forme d'organisation politique s'était forgée dans le feu de l'action et sa substitution aux anciennes formes parlementaires n'était point le résultat d'une théorie mais de la pratique — voire une surprise pour les créateurs eux-mêmes de cette nouvelle forme d'organisation »⁴⁸.

La SDKPiL, aussi bien en Russie qu'en Pologne, avait approuvé la dissolution de l'Assemblée Constituante et la presse du parti soulignait que les bolchéviks par cette mesure marquaient leur rupture avec « les illusions parlementaires »⁴⁹.

Les militants de la SDKPiL se trouvant en Russie constataient que le prolétariat russe avait le droit d'employer la terreur révolutionnaire, car « toute dictature est une forme de domination, au cours de laquelle une des classes de la société dicte sa volonté implacable aux autres classes »⁵⁰.

A la différence, des militants du PPS-Gauche, ils ne formulaient aucune réserve quant à la façon dont le prolétariat exerçait la dictature en Russie. Un des dirigeants de la SDKPiL, Feliks Dzierżyński, fut placé, comme nous l'avons mentionné plus haut, à la tête de la Commission Extraordinaire de la lutte avec la contre-révolution et le sabotage (la Tchéka), où travaillaient d'ailleurs, à tous les échelons nombre d'autres Polonais, pour la plupart membres de la SDKPiL.

⁴⁷ Koszutska, *Pisma i przemówienia...*, p. 247.

⁴⁸ *Ibidem*, p. 252 - 253.

⁴⁹ *Rok rewolucji proletariackiej*, « Nasza Trybuna », n° 2 du 8 novembre 1918.

⁵⁰ Radek, *op. cit.*, p. 18.

La peine de Rosa Luxemburg était d'autant plus grande qu'elle voyait les membres de son propre parti appliquer des méthodes qu'elle critiquait si vivement. Dans une lettre qu'elle réussit à faire sortir de sa prison allemande et qu'elle adressait à Stefan Bratman-Brodowski, un dirigeant de la SDKPiL qui, en septembre 1918, se trouvait de passage à Berlin en qualité de diplomate soviétique, elle attirait l'attention sur ce problème et indiquait qu'elle songeait à transmettre ses conceptions politiques en la matière à ses anciens camarades restés en Russie :

« Je vois bien — écrivait elle — que, vous aussi, vous n'êtes pas plein d'admiration pour l'activité de Józef (Feliks Dzierżyński). Mais dans la situation actuelle, il est quelque peu difficile de lui donner des «conseils». D'abord, il a l'air de s'être engagé très fermement de même que, paraît-il, presque tous les nôtres qui sont là-bas; deuxièmement, parce qu'il n'y a pas de moyen de communication facile. Je pense leur écrire à tous un peu plus longuement, à vrai dire pour formuler quelques opinions générales. Malheureusement, il nous faut en ce moment avoir toujours présente à l'esprit la situation pénible de toute leur entreprise là-bas, et c'est cela qui gêne énormément toute critique. Cependant, comme vous le verrez bientôt, il est impossible de garder totalement le silence »⁵¹.

Elle annonçait ainsi ses remarques sur la révolution que Paul Levi devait publier par la suite.

Kautsky et d'autres sociaux-démocrates déclaraient ne pas vouloir combattre l'idée de la dictature du prolétariat en général mais s'élever contre l'exercice de cette dictature dans un pays où le prolétariat est en minorité, ce qui aboutit à la suprématie d'une minorité sur une majorité. A ces arguments, Karl Radek répondait :

« nulle part la révolution ne commence comme un soulèvement de la majorité de la population [étant donné que] le capitalisme ne signifie jamais la seule maîtrise physique des moyens de production, car partout, même dans les pays capitalistes les plus avancés, il signifie également la domination spirituelle sur les masses populaires [...] C'est toujours la minorité la plus active qui ouvre la lutte et c'est elle qui fait que la révolution ne peut triompher que lorsqu'elle correspond à la ligne du développement historique, c'est-à-dire à l'intérêt des masses, capables de remplacer la classe dirigeante dans le passé »⁵².

Le seul sujet sur lequel les militants de la SDKPiL en Russie n'étaient pas d'accord avec Lénine en cette période, c'était la question de la conclusion du traité de Brest-Litovsk avec le gouvernement impérialiste de l'Allemagne. Le problème pour eux était directement lié à celui de la possibilité pour la Révolution d'Octobre de sortir de son isolement, à ses perspectives d'avenir.

Le traité de Brest-Litovsk possède, d'ailleurs, sa propre préhistoire. Comme on le sait, les bolchéviks après leur accès au pouvoir, avaient adressé un appel en faveur de la paix mondiale non seulement aux peuples mais aussi aux gouvernements des nations belligérantes, les invitant à engager des négociations pour mettre fin à la guerre. Ce fut précisément cet appel aux gouvernements qui provoqua des cri-

⁵¹ Rosa Luxemburg à Stefan Bratman-Bratkowski, Berlin 3 novembre 1918 (Archives de l'Institut d'Histoire du Parti, matériaux non classés).

⁵² Radek, *op. cit.*, p. 20.

tiques dans une partie de la gauche du mouvement ouvrier international, voire même parmi certains communistes russes. D'ailleurs, la question de savoir s'il convenait aux révolutionnaires de traiter avec les gouvernements impérialistes deviendra bientôt un des symptômes caractéristiques du gauchisme, « la maladie infantile du communisme ». Cette maladie allait affecter également de nombreux militants de la SDKPiL.

Les dirigeants de la SDKPiL, ceux qui se trouvaient en Russie de même qu'une bonne partie de ceux qui étaient restés en Pologne, avaient des sympathies prononcées pour la plate-forme politique des « communistes de gauche » du parti bolchévique (Boukharine, Piatakow, Radek, Ouricki, etc.), qui s'opposaient aux projets de Lénine visant la conclusion la plus rapide d'un traité de paix. Ces « communistes de gauche » n'avaient la possibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays, et particulièrement en Russie dont la majorité de la population était composée de paysans. Pour eux la perspective du maintien de la dictature du prolétariat en Russie était conditionnée par la victoire rapide de la révolution prolétarienne en Europe Occidentale.

Il importe de ne pas confondre cette attitude avec la position de Trotsky qui, lui aussi, s'opposait à la signature d'une paix séparée avec l'Allemagne impérialiste et avait lancé la formule « ni paix, ni guerre ». En dépit des directives de Lénine, il avait rompu le 10 février 1918, les pourparlers de Brest-Litovsk, ce qui entraîna immédiatement une nouvelle offensive de l'armée allemande. Comme on le sait, au cours de cette offensive, les armées allemandes poussèrent considérablement leur avance vers l'est. Les conditions auxquelles fut finalement conclue la paix de Brest-Litovsk, le 3 mars 1918, étaient bien plus désavantageuses pour la Russie que celles qui avaient été prises en considération au début des pourparlers.

C'est ainsi que l'opposition aux idées de Lénine — qui se rendait compte que la conclusion d'une paix séparée avec l'Allemagne était une nécessité impérieuse pour le maintien du pouvoir des Soviets — avait coûté à la Russie de grandes pertes supplémentaires : territoriales, militaires et morales.

La signature de la paix de Brest-Litovsk par le gouvernement soviétique au début de l'année 1918 avait sans aucun doute provoqué au sein de la gauche socialiste en Pologne une sorte de crise, due à quatre raisons pour le moins.

Tout d'abord, il apparut que la première des révolutions prolétariennes n'avait pas encore eu sur le plan extérieur des conséquences suffisamment dynamiques pour pouvoir porter le flambeau révolutionnaire en Europe, à l'instar de la Révolution française de 1789. La paix de Brest-Litovsk a fait apparaître les conséquences tragiques du manque d'élan révolutionnaire de la part du prolétariat occidental pour le soutien tant escompté de la Révolution d'Octobre.

En second lieu, la signature du traité de Brest-Litovsk avait démontré que, même du point de vue intérieur, la Révolution d'Octobre n'avait pas été en mesure de mobiliser des forces suffisantes pour pouvoir repousser l'attaque allemande. Il devint évident que la fatigue des masses paysannes dans l'armée russe était plus

forte que leur désir de défendre efficacement les conquêtes du premier État prolétarien, la défense de ces conquêtes incombant principalement à l'avant-garde révolutionnaire. Le caractère paysan de l'armée apparut encore plus nettement au moment de Brest-Litovsk et on craignait que cette « Russie paysanne » ne devienne la cause définitive de la défaite de la révolution.

Troisièmement, le fait que le gouvernement prolétarien avait été obligé de traiter avec le gouvernement impérialiste allemand et d'accepter des conditions défavorables et humiliantes pour des révolutionnaires suscita de multiples réserves.

Quatrièmement, le traité de Brest-Litovsk consacrait un État de fait suivant lequel le prolétariat polonais continuait à être soumis à l'occupation allemande. En effet, depuis le 3 mars 1918, les ouvriers polonais étaient « légalement » séparés de la Russie révolutionnaire, cette séparation étant reconnue par un traité, et ceci aidait la bourgeoisie polonaise à accéder au pouvoir dans le pays. En outre, les Allemands avaient signé, à Brest-Litovsk également, un traité avec les nationalistes ukrainiens et ce traité amputait la Pologne de tout le district de Chełm pour l'accorder à l'Ukraine qui devait servir de barrière entre la Russie révolutionnaire et la Pologne.

La gauche socialiste polonaise considérait, comme nous l'avons vu, que la révolution russe allait marquer le début de la révolution européenne. Or, le traité de Brest-Litovsk enfermait, en quelque sorte, la révolution dans les frontières de la seule Russie et instituait une espèce de cordon sanitaire qui séparait ce pays du reste de l'Europe. D'une manière générale, l'on peut dire que ce traité qui mettait fin aux espoirs immédiats de la gauche socialiste polonaise ne pouvait que susciter ses critiques.

Toutes ces réserves à l'égard de la paix de Brest-Litovsk n'étaient pas toujours mises en avant simultanément par les sociaux-démocrates polonais, parfois elles étaient formulées dans un contexte différent (il en sera question par la suite). Il est cependant hors de doute que la conclusion de ce traité avait provoqué une crise dans les rangs de la gauche révolutionnaire en Pologne. Néanmoins, dans la presse du Parti Socialiste Polonais-Gauche domine l'argumentation suivant laquelle la conclusion du traité, si elle était, certes, une mesure dramatique, avait été le seul moyen capable de sauver la révolution.

Quant aux publications de la SDKPiL, elles constataient sans ambages que seule l'inertie du prolétariat international avait apporté une victoire provisoire à l'impérialisme⁵³.

Or, cette même publication de la SDKPiL déclare explicitement que, par suite de la signature du traité de Brest-Litovsk, les bolchéviks « ont dû abandonner la ligne de leur tactique prolétarienne et révolutionnaire » et que « le gouvernement prolétarien avait commis une faute en se laissant refouler hors de sa ligne tactique »⁵⁴. Pourtant, le ton général des arguments tend à justifier la signature du traité par les

⁵³ *Po gwałcie brzeskim*, Warszawa mars 1918, p. 3. « Rewolucja i wojna », n° 2.

⁵⁴ *Ibidem*, p. 10 et 11.

conditions dramatiques dans lesquelles s'était trouvée la Russie révolutionnaire. C'est ainsi que l'accent était mis sur les difficultés de la conduite d'une guerre moderne qui exige par-dessus tout un grand potentiel industriel: il était de notoriété publique que, avant la révolution, le potentiel économique et industriel de la Russie était inférieur à celui de l'Allemagne. L'Empire Russe avait mené la guerre avec l'aide militaire et financière des Alliés, alors qu'à présent il n'était plus question d'obtenir cet appui; le pays était ravagé par la guerre, ruiné par la contre-révolution et le sabotage économique de la bourgeoisie. « Dans ces conditions — constate la publication de la SDKPiL — l'hostilité des masses populaires contre la guerre devait nécessairement encore augmenter. Et si les soldats et les marins d'origine ouvrière comprenaient la nécessité de la défense de la révolution, le soldat-paysan demeurait incapable d'une prise de conscience politique suffisamment large et pensait que, une fois la révolution accomplie, son devoir était achevé et qu'il n'avait plus qu'à se hâter vers son village natal pour se partager la terre du seigneur. Les soldats abandonnaient en masse leurs unités sans se soucier des tranchées, des canons et de tout le matériel de guerre qu'ils laissaient derrière eux »⁵⁵.

Il semble que certaines ressemblances historiques entre la France révolutionnaire de la fin du XVIII^e siècle et la Russie soviétique aient été souvent évoquées dans les discussions intérieures du parti, puisqu'une des brochures du parti avait pris position à ce sujet:

« La Grande Révolution Française de la fin du XVIII^e siècle réussit, sur les débris de la monarchie écrasée, à tenir tête à toute l'Europe. Contre les mercenaires de la réaction européenne, elle avait réussi à mettre sur pied des formations entièrement nouvelles, de nombreuses armées populaires, forger de nouvelles méthodes tactiques et des moyens de combat nouveaux. Mais la France révolutionnaire était une puissance bourgeoise, ayant à sa disposition toutes les classes productrices de la nation — et en face d'elle, elle avait des pays moins développés du point de vue économique [...] La Russie révolutionnaire a un ennemi intérieur en sa propre bourgeoisie et contre soi les multiples armées des pays capitalistes très développés »⁵⁶.

Ces conditions, ainsi que l'isolement de la Russie révolutionnaire ont obligé celle-ci à adopter « des formes nouvelles de lutte contre le militarisme », des formes nouvelles de lutte contre l'invasion étrangère. Les militants de la SDKPiL — suivant en cela, d'ailleurs, les « communistes de gauche » en Russie — estimaient que, tout comme « la révolution avait triomphé du gouvernement tsariste non pas par des méthodes militaires, c'est-à-dire non pas en battant ses troupes, mais en les gagnant à sa cause »⁵⁷, de même le fait d'envoyer des soldats allemands contre un peuple en révolution devait nécessairement décomposer les rangs de l'armée d'invasion et accélérer la révolution en Allemagne même. Ils suggéraient que l'obligation faite aux soldats allemands de réprimer la révolution russe, ainsi que les effets pour

⁵⁵ *Ibidem*, p. 5.

⁵⁶ *Ibidem*, p. 6.

⁵⁷ *Ibidem*, p. 7.

ainsi dire « éducatifs » escomptés d'une pareille situation auraient apporté un bien plus grand avantage à la révolution que la signature d'un traité de paix avec un gouvernement impérialiste.

Il est caractéristique que les socialistes polonais de gauche avaient mené une violente polémique avec la presse de la SDKPiL qui critiquait le traité de Brest-Litovsk et affirmaient que si les bolchéviks avaient voulu suivre les conseils des dirigeants de la social-démocratie polonaise, c'est-à-dire ne pas signer de traité de paix avec le gouvernement allemand et permettre à l'armée du Kaiser de s'avancer toujours plus profondément en Russie en espérant que l'esprit de révolte allait finalement gagner ces troupes, « une pareille attitude n'aurait pas manqué de coûter à la Russie révolutionnaire des millions de victimes et des océans de sang et aurait pu menacer sérieusement la capacité de survie de la révolution elle-même »⁵⁸.

Il est que vrai Maria Koszutska, dans ses articles consacrés à la révolution russe, reprochait aux bolchéviks de n'avoir pas fait accompagner la signature du traité de Brest-Litovsk par une argumentation politique appropriée. Ainsi, écrivait-elle, le traité de Brest-Litovsk est devenu « un simple triomphe des faits, une paix d'ignorance et de fatigue, une paix de "moujiks" et non pas une paix aux aspirations révolutionnaires inconciliables avec la guerre, une paix d'une idéologie socialiste antimilitariste »⁵⁹. Quant au fait du traité, Maria Koszutska, de même que Rosa Luxemburg, estimait qu'il était indispensable.

Ceux qui avaient poussé le plus loin le manque de compréhension devant la tactique de Lénine dite de la « pause » (en russe « piéredyschka ») et dont s'était inspiré le dirigeant du parti bolchévik en signant la paix de Brest-Litovsk, se recrutaient parmi les leaders de l'organisation de la SDKPiL en Russie.

Le procès-verbal de la deuxième conférence des groupements de la SDKPiL en Russie en mai 1918 montre nettement combien différentes étaient les opinions au sein même de cette organisation.

Lors d'une des séances, Karl Radek qualifia la signature du traité de paix avec l'Allemagne de « politique de louvoiement »⁶⁰, fatale à la révolution. Cette opinion était partagée par S. Bobiński, J. Unszlicht, J. Leszczyński-Leński, et d'autres. « En ce qui concerne la paix et la guerre — affirmait S. Bobiński — nous sommes d'avis que les masses doivent être placés devant la nécessité de faire la guerre et que ce n'est que dans les combats que la Russie sera capable d'organiser des forces de résistance, étant donné ses conditions géographiques. N'oublions pas que ce qu'on a appelé "la pause" n'existe que pour les Allemands, qui nous encerclent de toutes parts. Il est temps de mettre fin à cette politique de l'autruche et de revenir à la saine ligne prolétarienne »⁶¹. Quant à Unszlicht, il se prononça résolument pour « la

⁵⁸ *Wojna rewolucyjna*, « Robotnik », n° 239 du avril 1918.

⁵⁹ Koszutska, *Pisma i przemówienia*, vol. I, p. 246.

⁶⁰ *Materiały archiwalne do historii stosunków polsko-radzieckich...*, vol. I, p. 597.

⁶¹ *Ibidem*, p. 599.

guerre révolutionnaire » dont les résultats ne peuvent être mesurés seulement par les succès militaires :

« Seule la lutte peut libérer le prolétariat de cette pourriture. La politique des concessions ne fait que renforcer la position de la bourgeoisie [...] Les sommations de l'impérialisme allemand sont réalisées par le pouvoir des Soviets et les masses observent passivement cet état de choses qui les plonge dans le marasme. Cette voie ne peut plus être suivie par le gouvernement soviétique, s'il ne veut pas que son pouvoir devienne fictif, s'il n'entend pas enterrer la révolution de ses propres mains. Pas de concessions mais une lutte acharnée, voilà notre attitude »⁶².

Toutefois, au cours de cette même conférence, les opinions contraires n'ont pas manqué. Plusieurs orateurs qui représentaient pour la plupart des organisations locales ont affirmé clairement qu'une pareille impatience révolutionnaire et ce pseudo-attachement inébranlable aux principes pouvaient être fatals à la révolution. Ils considéraient que l'erreur essentielle avait été commise en ne signant pas dès le début le traité de paix « alors que la situation était bien meilleure puisque les Allemands ne connaissaient pas les points faibles de la révolution russe. Le geste héroïque du Trotsky nous a coûté bien cher »⁶³.

La raison des critiques relatives au traité de Brest-Litovsk doit être recherchée, nous semble-t-il, non pas dans la situation intérieure du pays mais dans l'influence que la Russie révolutionnaire exerçait sur le prolétariat européen.

Dans l'opinion de la gauche socialiste polonaise la Révolution d'Octobre devait entraîner la révolution sur l'ensemble du continent européen et c'est à ce but primordial que devait être subordonnée toute la tactique suivie en Russie puisque la révolution ne pourrait survivre si elle demeurait un phénomène isolé. C'est pourquoi, entre autres, il leur semblait qu'inciter à la révolution les soldats allemands dans leur marche à travers la Russie en 1918 était un problème bien plus important que celui d'éviter les revers militaires que la Russie révolutionnaire devait essayer à cette occasion.

En mai 1918, J. Leszczyński-Leński déclara au cours d'un échange de vues à propos de la signature du traité de paix avec l'Allemagne : « Toute la signification de la révolution russe réside dans l'influence qu'elle exerce sur la révolution internationale »⁶⁴. D'autres orateurs s'étaient d'ailleurs opposés à ce point de vue. Ainsi, K. Cichowski défendait l'opinion suivant laquelle la Révolution d'Octobre « porte en elle-même des principes créateurs, elle sera une école pour l'Occident et non pas seulement une chose destinée à y faire éclater la révolution »⁶⁵.

La presse de la SDKPiL en Pologne soulignait également que non seulement le fait de la révolution en Russie et son maintien au pouvoir constituaient des événements d'importance mondiale mais que plusieurs de ses conquêtes étaient dès lors d'une

⁶² *Ibidem*.

⁶³ « Rewolucja i wojna », n°2, p. 10.

⁶⁴ *Materiały archiwalne do historii stosunków polsko-radzieckich*, vol. I., p. 598.

⁶⁵ *Ibidem*.

grande portée pour l'expérience du prolétariat international: « L'année 1917 constitue la suite de l'année 1905. Et, tout comme alors, le prolétariat de la Russie forge aujourd'hui des formes nouvelles et des armes nouvelles dans le feu du combat, qui n'est pas seulement le sien mais celui de l'ensemble du prolétariat international. En 1905, il a mis au point la grève politique générale et le prolétariat de l'Europe fit sienne cette méthode de lutte. En 1917, il a créé les Conseils d'Ouvriers, de Soldats et de Paysans — aujourd'hui presque toute l'Europe populaire adopte, à exemple de la Russie, cette forme d'organisation et de combat »⁶⁶.

En dépit de ces divergences, l'opinion qui prévalait au sein de la gauche socialiste polonaise peut être ainsi résumée: « la révolution socialiste ne pourra être victorieuse que sur l'ensemble du continent; or, comme cette révolution ne saurait attendre qu'à son appel se lève le prolétariat du monde entier, les révolutions socialistes dans différents pays — produits de la désagrégation internationale du capitalisme — forment également un élément qui accélère la révolution »⁶⁷. Ainsi la révolution peut « commencer dans chaque pays »⁶⁸ dans des circonstances favorables à sa victoire. Cependant elle ne pourra se maintenir au pouvoir à long terme qu'à condition d'être soutenue par d'autres révolutions, survenues dans d'autres pays.

On retrouve cette même idée chez Rosa Luxemburg: « En Russie le problème ne pouvait être que posé, mais il ne pouvait pas être résolu en Russie ». Cependant le fait d'avoir « posé » en pratique le problème de la lutte du prolétariat pour le socialisme, d'avoir éveillé avec une telle force la capacité d'action du prolétariat, l'énergie des masses, la volonté d'avoir le pouvoir dans le socialisme » a été souligné par Rosa Luxemburg comme un mérite impérissable des bolchéviks, les premiers « qui, par leur exemple, ont devancé le prolétariat mondial ».

Ailleurs, Rosa Luxemburg écrivait: « C'est ce qui est l'essentiel et c'est ce qui reste de la politique des bolchéviks. En ce sens il leur reste le mérite impérissable dans l'histoire d'avoir pris la tête du prolétariat mondial en conquérant le pouvoir politique et en posant dans la pratique le problème de la réalisation du socialisme, ainsi que d'avoir puissamment avancé dans le monde entier la confrontation entre le Capital et la Travail »⁶⁹.

Les critiques à l'égard du traité de Brest-Litovsk dans les rangs de la gauche socialiste polonaise cessent de se manifester en automne 1918 seulement. Il apparut alors que la révolution loin de marcher à sa perte, réussissait, au contraire, à repousser victorieusement les attaques de la contre-révolution intérieure et extérieure, le caractère général de l'Armée Rouge n'était plus déterminé par les soldats-paysans las de combattre, mais par des unités révolutionnaires qui faisaient preuve d'un courage et d'un esprit de sacrifice hors pair. Qui plus est, ces unités repoussaient effica-

⁶⁶ Radek, *op. cit.*, p. 17.

⁶⁷ *Ibidem*.

⁶⁸ *Ibidem*.

⁶⁹ Luxemburg, *La Révolution russe...*, p. 218.

vement les armées blanches soutenues par les Alliés, bien que la révolution en Europe occidentale ne fût pas venue en aide au prolétariat russe.

Notons cependant que, dès octobre 1918, la vague révolutionnaire montante dans toute l'Europe, principalement en Allemagne et en Autriche, ainsi que l'essor du mouvement révolutionnaire en Pologne même permettaient de croire à un changement radical de la situation.

La foi dans une matérialisation rapide de l'idée d'une Europe socialiste dicte également à la gauche socialiste polonaise son attitude à l'égard de l'État capitaliste polonais, qui vient de naître.

Devant les socialistes polonais de gauche deux solutions politiques s'offraient à cette époque: s'enfermer avec la bourgeoisie polonaise dans un État séparé dont la fonction principale serait à l'intérieur de maintenir le régime capitaliste et à l'extérieur d'assumer le rôle d'un rempart de l'Europe capitaliste contre les assauts de « la Russie rouge », ou bien s'unir avec le premier pays de la révolution et lutter de concert pour la victoire du prolétariat en Europe. Dans cette situation, la gauche socialiste polonaise se prononce en faveur de cette dernière conception. La formation d'un État polonais capitaliste dans une Europe révolutionnaire semblait aux socialistes polonais de gauche non seulement anachronique mais également contraire aux intérêts sociaux du prolétariat polonais et international. Quelque temps auparavant, au lendemain des journées d'Octobre, la SDKPiL déclare que tant que la révolution n'aura pas triomphé dans les autres pays d'Europe, la solidarité internationale et l'intérêt de classe font un devoir au prolétariat polonais de « lutter pour une union aussi étroite que possible entre la Pologne et la République prolétarienne de la Russie, afin de [...] défendre solidairement la révolution russe contre les attentats de la réaction internationale, de contribuer à affermir la révolution russe et à accélérer la révolution internationale »⁷⁰.

En d'autres termes: au nom de la révolution internationale, européenne, il s'agit de lutter pour une union organique des territoires polonais avec le pays où la révolution vient d'être victorieuse. Ce mot d'ordre d'« union avec la Russie révolutionnaire »⁷¹ qui fut bientôt repris par le Parti Socialiste Polonais-Gauche⁷², devait constituer la première étape de la réalisation de l'union avec l'Europe révolutionnaire. Par ailleurs ce mot d'ordre ne signifiait nullement que la gauche socialiste polonaise réclamait simplement le maintien dans la Russie des anciens territoires polonais annexés jadis. Elle demandait la réunion de tous les territoires polonais annexés par la Russie, par la Prusse et par l'Autriche. Les représentants de la SDKPiL présents aux pourparles de Brest-Litovsk, Karl Radek et Stanisław Bobiński, avaient fait le 7 février 1918 une déclaration politique suffisamment explicite à ce sujet:

⁷⁰ « Rewolucja i wojna », n° 1, p. 11.

⁷¹ « Z Rosją rewolucyjną ». Proclamation du Comité Central de la SDKPiL en janvier 1918, voir *SDKPiL. Materiały i dokumenty...*, p. 248.

⁷² *Imperializm a niepodległość*. « Robotnik », n° 239 d'avril 1918.

« Nous déclarons que, tout comme dans le Royaume de Pologne, les masses laborieuses de la Galicie et particulièrement de la Posnanie et de la partie prussienne de la Silésie, que ces centaines de milliers de soldats qui avaient été envoyés à la guerre et mouraient dans les tranchées, toujours et partout réclament clairement: la fin de l'oppression nationale, l'abolition des frontières entre les trois parties d'un seul et même pays, et la possibilité d'organiser librement leur propre existence »⁷³.

Cette déclaration réclamait « le retrait immédiat des forces d'occupation et la libération de la Pologne de tous les pouvoirs et institutions, imposés au pays par des puissances occupantes ou avec leur concours, car ce n'est qu'alors que le peuple aura la possibilité de se prononcer librement »⁷⁴.

En automne 1918, lorsqu'il paraissait évident que la Pologne allait devenir une sorte d'oasis capitaliste dans l'Europe orientale et centrale révolutionnaire et une barrière contre-révolutionnaire chargée de séparer la Russie de l'Allemagne (où l'on jugeait la révolution imminente), la gauche socialiste polonaise se raffermit encore dans ses anciennes conceptions. La liberté nationale du peuple polonais, estimait-on dans ces milieux, sera bien mieux assurée dans la libre famille des nations socialistes de l'Europe, où le problème des frontières aura disparu de même que celui de la discrimination nationale et surtout celui d'une domination ou de l'hégémonie d'une nation sur une autre.

Cette conception en vue de résoudre la question nationale par la voie révolutionnaire fut exprimée dans les résolutions adoptées par la conférence nationale de la SDKPiL en novembre 1918:

« La dictature du prolétariat russe a mis fin à la politique des partages de la Pologne. La dictature du prolétariat allemand va également écarter tous les litiges nationaux. Là où la dictature du prolétariat détient le pouvoir, chaque nation reste libre! La République Socialiste Russe et, à sa suite, la République Socialiste Allemande libéreront non seulement le prolétariat mais aussi la Pologne et toute l'humanité »⁷⁵.

Rappelons ici, une fois de plus, qu'au moment où la SDKPiL avait lancé pour la première fois le mot d'ordre de l'union avec la Russie révolutionnaire, les territoires polonais — malgré l'existence d'un pouvoir national embryonnaire sous forme d'un Conseil de Régence et d'un Conseil d'État, créés par les autorités étrangères — se trouvaient toujours sous la domination allemande et autrichienne. L'indépendance de la Pologne était aussi éloignée que la débâcle des Empires Centraux. Dans cette situation on pouvait comprendre que devant le dilemme: l'union avec l'Allemagne impérialiste ou avec la Russie révolutionnaire, la gauche socialiste polonaise ait proposé cette dernière alternative. Pour la SDKPiL l'« indépendance » concédée par les Empires Centraux n'était, en fait, « qu'une annexion camouflée »⁷⁶.

⁷³ Déclaration des représentants de la SDKPiL à Brest-Litovsk, le 7 février 1918 citée dans « Trybuna », Petrograd, le 17 février 1918, n° 4 (32).

⁷⁴ *Ibidem*.

⁷⁵ SDKPiL, *Materiały i dokumenty...*, p. 322.

⁷⁶ « Rewolucja i wojna », n° 17, p. 12.

La SDKPiL proclamait que, à l'exemple des bolchéviks, « il fallait rejeter toute distinction entre "ennemis" et "alliés" et montrer au prolétariat la nécessité d'une seule et unique distinction: le camp de la bourgeoisie internationale opposé à celui du prolétariat international. Ces deux camps ennemis, tendant vers des buts différents, excluent toute possibilité d'accord. Des camps de guerre et non pas de concorde»⁷⁷.

Dans cette division résolument dichotomique du monde conçue par la SDKPiL, il n'y avait plus de place pour des distinctions entre États capitalistes de caractère plus ou moins démocratique ou entre une paix plus ou moins juste ou encore entre des États nationaux et des pays subissant une oppression nationale. Il n'y avait plus que le monde de la révolution et celui de la contre-révolution, le monde libéré de l'exploitation et des guerres, et le monde de l'exploitation capitaliste dont les guerres, les conflits et les cataclysmes politiques étaient les corollaires.

« C'est une imposture que de vouloir faire croire au peuple que l'indépendance bourgeoise peut guérir ses blessures, soulager sa misère » déclaraient les publications de la SDKPiL. « Celui qui parle d'indépendance — pouvait-on lire en octobre 1918, c'est-à-dire à peine un mois avant que la Pologne retrouve son indépendance — est un ennemi de la classe ouvrière [...] Il n'y a point de liberté, point de satisfaction des besoins du peuple sans la destruction du pouvoir du capital »⁷⁸.

En novembre 1918, dans les milieux de la gauche socialiste polonaise, on était persuadé que l'Europe capitaliste « roule vers l'abîme avec une rapidité vertigineuse » alors que « le prolétariat veut prendre en mains son héritage historique bien qu'il reste encore plus d'un ennemi à vaincre et plus d'une illusion dans ses propres rangs à enterrer »⁷⁹.

Parmi ces illusions figuraient en premier lieu « le faux brillant du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise », ainsi que le « mot d'ordre visant à créer de nouveaux États bourgeois » car ces États ne peuvent faire disparaître ni l'impérialisme, ni l'oppression nationale.

Dans ses conceptions sur l'indépendance de la Pologne, la gauche socialiste était absolument isolée et n'avait même pas réussi à gagner la majorité de la classe ouvrière, sans parler des autres couches de la société. En témoignent éloquemment les résultats des élections municipales des années 1916/1917, d'une part, et ceux des élections à la Diète au début de 1919. Cette politique relevait soit d'une ignorance totale de l'état d'esprit de la majorité de la population polonaise, laquelle n'admettait aucunement l'idée d'une union avec un État étranger, soit de la croyance qu'une minorité révolutionnaire était capable d'imposer sa volonté à la majorité lorsqu'elle estimait que cette volonté correspondait à l'intérêt des masses populaires du pays, même si celles-ci ne s'en rendaient pas encore parfaitement compte. C'est d'ailleurs

⁷⁷ *Ibidem* p. 13. (souligné dans l'original).

⁷⁸ *Pod maską niepodlegości*, Warszawa, octobre 1918, p. 11 - 15, « Rewolucja i wojna », n° 5.

⁷⁹ *Na gruzach starej Europy*, « Nasza Trybuna », n° 1 du 2 novembre 1918, p. 2.

ce dernier point de vue qui fut repris par Rosa Luxemburg dans ses *Remarques sur la révolution russe*. En effet, ses critiques les plus acerbes étaient dirigées contre les bolchéviks justement en raison de leur proclamation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes jusqu'à la séparation de l'ancien Empire Russe. C'est à ce moment que finissait soudain son respect pour les normes démocratiques de gouvernement dont elle reprochait l'absence aux bolchéviks avec tant d'énergie. Elle affirmait, entre autres, que « vu l'état d'esprit de la masse paysanne et des couches importantes de prolétaires encore indifférents, vu la tendance réactionnaire de la petite bourgeoisie et les mille moyens que la bourgeoisie avait d'influencer le vote », le droit des nations qui avaient jadis fait partie de l'ancien Empire Russe de décider de leur avenir, « aurait donné partout un résultat dont les bolchéviks n'auraient guère à en se réjouir »⁸⁰.

D'après Rosa Luxemburg, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes « dans la dure réalité de la société divisée en classes, surtout dans un temps d'oppositions accentuées à l'extrême, se transforme en un moyen de domination de la classe bourgeoise. Les bolchéviks devaient apprendre à leur grand dam et au détriment de la Révolution que, précisément, sous le régime du capitalisme, il n'y a pas de "libre disposition" de la nation, que dans une société, divisée en classes, chaque classe de la nation cherche à "disposer d'elle-même" d'une manière différente et que, pour les classes bourgeoises, les points de vue de liberté nationale s'effacent complètement derrière ceux de domination de classe »⁸¹.

Dans son argumentation Rosa Luxemburg partait du fait que pratiquement, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était réalisé dans tous les pays qui avaient fait autrefois partie de la Russie, c'est-à-dire en Finlande, en Ukraine, en Lituanie, dans les pays baltes et en Pologne, partout sous l'hégémonie de la bourgeoisie. Or, la bourgeoisie avait transformé ce droit en « instrument de sa politique contre-révolutionnaire de classe »⁸².

La force du prolétariat — écrivait Rosa Luxemburg en s'adressant aux bolchéviks — réside dans son unité. Tant que le prolétariat de la Pologne, de la Finlande, de l'Ukraine, de la Lettonie, luttait côte à côte avec le prolétariat russe — comme ce fut, par exemple, le cas en 1905 — sa force de pression était effectivement puissante. Mais, dès le moment où ses forces commencèrent à s'effriter, l'influence politique de la bourgeoisie s'accrut considérablement dans tous ces pays. « Comment se fait-il que, dans tous ces pays, la contre-révolution ait, tout à coup, triomphé? Le mouvement nationaliste a précisément paralysé le prolétariat du fait qu'il le détachait de la Russie et l'a livré dans les pays limitrophes à la bourgeoisie nationale »⁸³. Reprochant aux bolchéviks leur politique, Rosa Luxemburg ajoute :

⁸⁰ Luxemburg, *La révolution russe...*, p. 201.

⁸¹ *Ibidem*.

⁸² *Ibidem*.

⁸³ *Ibidem*, p. 202.

« Au lieu de prévenir les prolétaires dans les pays limitrophes contre tout séparatisme, comme étant un piège de la bourgeoisie, et de briser ces tendances séparatistes d'une main de fer, ce qui en l'occurrence aurait été conforme au sens et à l'esprit de la dictature du prolétariat, ils ont, au contraire, dans tous ces pays, égaré les masses par leur mot d'ordre, les livrant ainsi à la démagogie des classes bourgeoises. Par cette revendication du nationalisme, ils ont amené, préparé eux-mêmes la division de la Russie et mis ainsi aux mains de leurs propres ennemis le poignard à plonger dans le coeur de la révolution russe »⁸⁴.

Or, comment la gauche socialiste polonaise, aussi bien en Pologne qu'en Russie, s'est-elle située par rapport aux opinions de Rosa Luxemburg ?

En principe, la SDKPiL avait proclamé dans certains de ses documents le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme ce fut le cas, entre autres, au cours des pourparles de Brest-Litovsk. Cependant, en pratique, ce parti de même que le PPS-Gauche⁸⁵ et plus tard le Parti Communiste avaient remplacé ce mot d'ordre par celui de la libre disposition du prolétariat révolutionnaire et des masses laborieuses⁸⁶.

Le Parti Socialiste Polonais-Gauche ne remettait pas, il est vrai, en question le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme l'avait fait Rosa Luxemburg. Au contraire, il estimait que « le prolétariat qui accède au pouvoir dans un État multinational ne peut évidemment pas vouloir placer, par contrainte, sous sa dépendance les peuples qui l'habitent »⁸⁷. Ce même parti estimait toutefois que le prolétariat de ces nations auxquelles la Révolution d'Octobre avait apporté le droit de disposer d'eux-mêmes ne devait pas user de ce droit, cela étant contraire à son intérêt de classe. En effet, « l'idée d'indépendance [...] qui inspira autrefois tant d'efforts héroïques et de nobles élans, s'est transformée avec le temps en son antithèse, à la suite des agissements impérialistes et contribue actuellement à assujétir les masses laborieuses à la bourgeoisie »⁸⁸. « Le mot d'ordre d'indépendance — écrivait le journal du Parti Socialiste Polonais-Gauche — est devenu aux mains de la bourgeoisie un moyen destiné pour détacher les peuples opprimés du foyer de la liberté, de la révolution russe »⁸⁹.

Sur ce point les arguments de ce parti concordaient avec ceux que Rosa Luxemburg développa dans sa polémique avec les bolchéviks.

Les partis représentant la gauche socialiste se rendaient parfaitement compte que c'était précisément la révolution russe et ensuite la révolution en Allemagne et en Autriche qui avaient permis de chasser l'occupant et de libérer le pays. Ils con-

⁸⁴ *Ibidem*, p. 202 - 203.

⁸⁵ Voir *Imperializm a niepodległość*, n° 239 du « Robotnik », avril 1918.

⁸⁶ Cette attitude fut adoptée par la SDKPiL en janvier 1918. Voir *Narada Krajowa SDKPiL* dans « Czerwony Sztandar », n° 192 de septembre 1918.

⁸⁷ *Niepodległość — usamodzielnienie — samookreślenie*, « Robotnik », n° 240 de septembre 1918.

⁸⁸ *Imperializm a niepodległość*, « Robotnik », n° 240.

⁸⁹ *Niepodległość — usamodzielnienie — samookreślenie...*

sideraient donc comme un paradoxe tragique le fait que la bourgeoisie polonaise essaie de diriger le nouvel État polonais — qui venait de recouvrer son indépendance grâce à ces révolutions — dans une voie hostile au premier pays des prolétaires. La résolution politique adoptée à la Conférence de la SDKPiL en novembre 1918, accusait la bourgeoisie polonaise de « vouloir jouer un rôle contre-révolutionnaire également sur le plan international, son but étant avant tout, d'étouffer la révolution ouvrière en Russie »⁹⁰.

Un organe local du Parti Communiste Ouvrier Polonais paraissant à Lublin, la « *Prawda Komunistyczna* » a formulé au début de 1919, en termes explicites le contenu de l'action politique défendue par la gauche socialiste polonaise à ce sujet :

« Reconnaître le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — écrivait cet hebdomadaire — pourrait amener le prolétariat, qui manquerait encore de conscience de classe, à se détacher des mots d'ordre internationaux de caractère général au nom d'un particularisme national, alors que la lutte des classes doit être précisément de plus en plus unie sur ce terrain.

« A sa place — continue l'hebdomadaire — il faut forger un mot d'ordre nouveau, définissant sans ambages le rôle du prolétariat des différentes nations au cours de la période de la lutte pour le socialisme [...] »⁹¹

Comme on le sait, Lénine était résolument opposé à ce que le mot d'ordre de « libre disposition des peuples » fut remplacé par celui de « libre disposition des masses laborieuses », défendue par les sociaux-démocrates polonais. Au VIII^e Congrès du Parti Communiste Russe (bolchévik), en mars 1919, il s'était très explicitement prononcé sur ce sujet en déclarant que, dans les conditions polonaises, pareille attitude était inadmissible car, au lieu d'accélérer le processus de différenciation sociale, elle allait le freiner. Cette déclaration de Lénine concerne des questions d'une importance capitale, de sorte qu'il est bon de la rappeler au lecteur :

« L'affaire se présente actuellement comme suit : la plupart des ouvriers polonais, plus avancés que les nôtres, plus instruits, partage l'attitude des partisans de la social-oborontchestvo et des social-patriotes. Il faut attendre que cela passe. Dans ce cas, on ne peut pas parler d'une prise de conscience des masses laborieuses. Nous devrions propager cette distinction. Nous faisons cela, mais il n'y a pas le moindre doute qu'il est actuellement impossible de ne pas reconnaître le droit de la nation polonaise à disposer d'elle-même. Ceci est clair. Le mouvement prolétarien polonais s'avance sur la même voie que le nôtre, il s'avance vers la dictature du prolétariat, mais pas de la même façon qu'en Russie. Là-bas aussi on s'efforce de faire croire aux ouvriers que les Moscovites, les Russes, qui ont toujours opprimé les Polonais, veulent importer en Pologne leur chauvinisme grand-russien camouflé en communisme. Ce n'est pas par la violence qu'on inculque le communisme. Un des meilleurs camarades communistes polonais, [il s'agit très probablement de Julian Marchlewski — F.T.] quand je lui dis : "Vous ferez cela autrement", me répondait : "Non, nous ferons la même chose mais nous ferons mieux que vous". A un argument pareil j'étais incapable d'opposer quoi que ce soit. Il faut laisser la possibilité d'accomplir ce modeste désir : celui de créer le pouvoir des Soviets mieux que chez nous. Il faut compter avec le fait que là-bas le développement s'accom-

⁹⁰ *SDKPiL, Materiały i dokumenty...*, p. 233.

⁹¹ *Samookreślenie czy rewolucja socjalna?*, « *Prawda Komunistyczna* », n° 4 du 22 mars 1919.

plit d'une façon spécifique et que l'on ne peut pas dire: "Pas de droit à la libre disposition des peuples! Nous ne reconnaissons ce droit qu'au peuple travailleur". Cette libre disposition des peuples se passe d'une façon fort compliquée et difficile. En dehors de la Russie cela n'existe nulle part ailleurs, et il faut, en prévoyant tous les stades de développement dans les autres pays, ne rien décréter de Moscou. Voilà pourquoi cette proposition est, en principe, inacceptable»⁹².

Tous ces problèmes-clés de la stratégie et de la tactique révolutionnaire semblaient pouvoir être bientôt confrontés avec la pratique politique sur les territoires de la Pologne. En effet, en novembre 1918, de grands changements politiques se préparaient.

Lorsqu'au début de ce mois de novembre 1918, la direction de la SDKPiL salue par une proclamation enflammée le premier anniversaire de la Révolution d'Octobre, les dirigeants du parti peuvent enregistrer des événements qui semblent donner raison à la gauche socialiste qui avait misé sur la révolution européenne:

« Voilà que l'ouvrier et le paysan de la Bulgarie viennent de se dresser et de secouer leurs entraves. La révolution enflamme la Sibérie, l'Autriche, la Hongrie. La moitié de l'Europe flambe de mille feux. La bourgeoisie s'agrippe encore fébrilement au pouvoir, elle s'efforce encore de tromper les masses ouvrières et de saper leur unité par le mot d'ordre trompeur de l'indépendance tchèque, hongroise, croate, allemande. Mais en vain, la Révolution force en avant comme un fleuve de feu, aucune force n'est capable de l'arrêter [...] La journée de demain apportera la victoire du socialisme révolutionnaire sur le plan international. La Révolution prolétarienne est une et indivisible dans le monde entier.

« L'Allemagne impériale résiste encore à la révolution mais dans ses murs déjà fait rage la peste bolchévique. Il suffit que demain éclate le premier coup de feu révolutionnaire dans les rues de Berlin et le cercle de la révolution se fermera autour de nous»⁹³.

Les auteurs de cet appel ignoraient encore que ce coup de feu dans les rues de Berlin allait bien retentir quelques jours plus tard.

A la nouvelle de la révolution en Allemagne, la direction de la SDKPiL et du PPS-Gauche lance le mot d'ordre de l'action immédiate: invite la classe ouvrière à suivre l'exemple du prolétariat russe et à créer des Conseils d'Ouvriers en vue de prendre le pouvoir dans le pays:

« Dans les Balkans, en Hongrie, en Autriche, en Allemagne, le peuple travailleur a accompli l'œuvre de la révolution et s'assemble en Conseils de Délégués à l'exemple de la Russie, afin de prendre en main le pouvoir, d'instituer la dictature ou pouvoir suprême du prolétariat dans le but d'abolir l'exploitation et d'instituer une république socialiste.

« Peuple travailleur! Rejoignons sans délai les rangs de la grande famille des peuples en voie d'émancipation, édifions notre propre pouvoir»⁹⁴.

⁹² W. I. Lenin, *Dzieła wybrane*, vol. II, Moskwa 1948, p. 512 - 513.

⁹³ *W rocznicę zwycięstwa ludu roboczego. 7 listopada 1917 - 7 listopada 1918*. Proclamation du Comité Central de la SDKPiL dans *Materiały i dokumenty...*, p. 294 - 295.

⁹⁴ *Do robotników miast i wsi* — Appel du Comité Central Exécutif du PPS-Gauche et du Conseil des Syndicats de Varsovie. Sans date (18 XI 1918) dans *SDKPiL — Materiały i dokumenty...*, p. 307 - 308.

La SDKPiL et le PPS-Gauche voyaient dans les Conseils des Délégués Ouvriers une nouvelle forme de pouvoir créée par la Russie révolutionnaire et d'une portée internationale pour le prolétariat, alors que le Parlement, produit politique de la démocratie bourgeoise, n'offrait pas au prolétariat la possibilité d'accéder au pouvoir et ne pouvait être utile, une fois celui-ci acquis. Pour étayer cet argument on invoquait le fait que « tous les parlements du monde ont une majorité bourgeoise »⁹⁵.

La gauche socialiste polonaise cherchait aussi à tirer des conclusions directes des expériences faites par la révolution russe dans ce domaine: pas de Parlement ni d'Assemblée Constituante mais uniquement les Soviets⁹⁶.

Le vaste mouvement en faveur des Conseils de Délégués Ouvriers en Pologne, qui devait servir comme point d'appui pour l'organisation de la lutte ultérieure, n'aboutit cependant pas à la prise du pouvoir par les Conseils.

La majeure partie de la population voulait une Pologne indépendante et n'était nullement mûre pour suivre la gauche révolutionnaire dans sa lutte pour une Europe socialiste. C'est ce facteur qui a pesé principalement sur le déroulement de la situation politique à l'intérieur du pays.

J. Marchlewski n'était certainement pas le seul à considérer qu'un pareil état de choses résultait, en premier lieu, de la grande dispersion de la classe ouvrière polonaise au cours des années 1918 - 1919, à la suite de la mobilisation, de la déportation et de l'évacuation en Russie.

Deuxièmement — et ici Marchlewski jugeait sans doute la situation avec plus de réalisme que les autres dirigeants communistes — un rôle immense avait été joué par les mots d'ordre de caractère national: « la joie de s'être libéré du joug étranger avait, pour le moment, supplanté la conscience de classe »⁹⁷.

A la fin du mois de novembre 1918, les milieux de la gauche socialiste en Pologne étaient persuadés que la victoire du prolétariat en Allemagne n'était plus qu'une question de jours. On se rendait compte que la gauche révolutionnaire allemande, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg en tête, n'avait pas pu encore obtenir le soutien de la majorité de la classe ouvrière. Cependant on ne doutait pas que la radicalisation des masses allait se dérouler encore plus rapidement qu'en Russie. Le prolétariat allemand — suivant la presse de la SDKPiL — « semble pour le moment être obnubilé par la joie d'avoir un gouvernement socialiste. Les Conseils Ouvriers sont encore du côté du gouvernement. Mais il en a été de même avec le gouvernement de Kerensky. Malheur à ce gouvernement [gouvernement Ebert-Scheidemann] s'il a l'intention de freiner la révolution et de maintenir les ouvriers

⁹⁵ *Rady delegatów robotniczych*, « Nasza Trybuna », n° 3 du 29 novembre 1918.

⁹⁶ *Rząd Tymczasowo-Ludowy*, « Nasza Trybuna », n° 3 du 29 novembre 1918 p. 3 - 4.

⁹⁷ J. B. Marchlewski, *Rosja proletariacka a Polska burżuazyjna*, Moskwa-Kijów-Smołęnsk-Petrograd 1921, p. 5.

dans le servage capitaliste: Le novembre d'Ebert viendra encore plus vite que le novembre de Kerensky!»⁹⁸.

A la fin de l'année 1918 et dans les mois qui suivirent, Adolf Warski était à peu près le seul à critiquer, et cela non pas seulement au sein de la SDKPiL mais également parmi les militants du PPS-Gauche, le mot d'ordre « rien d'autre que la révolution ». Il écrivait en décembre 1918 que la SDKPiL

« [...] se flatte de n'admettre aucune étape intermédiaire même aujourd'hui [...]; "rien d'autre que la révolution sociale". Mais le brevet d'invention pour la ligne politique "rien d'autre que la révolution sociale" appartient non pas à notre parti mais aux anarchistes!

« Ce n'est pas d'un coeur léger que j'écris ces choses car je sais combien il était difficile, pour ne pas dire impossible, de définir l'étape politique précédant immédiatement la révolution sociale dans un pays que la guerre avait transformé en désert, vidé d'instruments de travail et d'ouvriers, jeté dans les conditions d'une occupation militaire! Je sais que c'est précisément de ces conditions désespérées qu'est né comme seule et unique devise le mot d'ordre de révolution sociale, dans un pays qui ne respire jusqu'à présent que grâce aux révolutions étrangères: de Russie et d'Allemagne, qui jusqu'à présent n'a pas été à même de faire sa propre révolution, la révolution polonaise, sans parler de révolution socialiste, ne fût-ce qu'une révolution du genre de celle de mars 1917 en Russie ou de novembre 1918 en Allemagne.

« Mais cette impuissance, ce manque d'une quelconque ligne politique ne constitue certainement pas une attitude politique et n'est sûrement pas une vertu dont on peut être fier »⁹⁹.

Les mois de novembre et de décembre 1918 marquent l'apogée de la vague révolutionnaire en Pologne et la gauche socialiste polonaise est convaincue que la classe ouvrière allait prendre le pouvoir dans les mois décisifs qui allaient suivre. On peut observer alors un rapprochement idéologique très net entre les positions de la SDKPiL et du Parti Socialiste Polonais-Gauche, rapprochement qui aboutit en décembre 1918 à la fusion de deux partis et à la fondation du Parti Communiste Ouvrier de Pologne.

Cette unification de la SDKPiL et du PPS-Gauche s'est déroulée dans un climat où dominait l'opinion que le capitalisme n'avait plus que quelques semaines, tout au plus quelques mois à vivre, que très prochainement on assisterait à une confrontation décisive en Europe entre les ouvriers et la bourgeoisie. Et cependant le nouvel État capitaliste polonais venait d'être créé le 11 Novembre 1918. C'est cet état d'esprit qui marque l'appel adressé *Au Proletariat de Pologne* par le Congrès fondateur du Parti Communiste Ouvrier de Pologne, qui exhorte à suivre l'exemple des ouvriers russes et à engager sans retard « la lutte pour la dictature du prolétariat, pour la révolution sociale »¹⁰⁰.

On peut donc en conclure que la révolution prolétarienne paraissait encore imminente au mois de décembre 1918, cette situation devait durer jusque vers le printemps de l'année suivante.

⁹⁸ *Rząd a rewolucja w Niemczech*, « Nasza Trybuna », n° 3 du 29 novembre 1918, p. 7.

⁹⁹ A. Warski, *Niech żyje zjednoczenie*, « Nasza Trybuna », n° 5 du 13 décembre 1918.

¹⁰⁰ *Do proletariatu Polski*, « Gromada », décembre 1918.

Le Conseil National du Parti Communiste réuni en février 1919 continue encore à estimer que la Révolution d'Octobre réussira à briser son isolement dans un délai assez bref. On continue de miser sur la révolution en Allemagne. Les résolutions du Conseil National jugeaient avec un optimisme exagéré (ainsi qu'il apparut plus tard) que « la défaite des Spartakistes en janvier à Berlin constituait en réalité pour eux un triomphe et une victoire à la Pyrrhus pour le gouvernement des capitulards socialistes [...] Cette révolution apparemment étouffée continue et s'étend de plus en plus. La décomposition du monde capitaliste est visible même dans les pays de l'Entente [...] Ce n'est qu'en apparence que la situation actuelle est plus grave qu'il y a deux mois, après les premiers bouleversements de la révolution allemande. Ce n'est qu'en apparence que nous avons reculé [...] »¹⁰¹.

Devant une telle appréciation de l'état des choses en Allemagne, le Conseil National n'hésite pas à accepter l'idée d'une intervention armée des ouvriers russes venant en aide au prolétariat polonais dans sa lutte pour le pouvoir :

« Un échange de vues assez vif — lisons-nous dans le compte rendu des débats — fut provoqué par la question de la soit-disant intervention bolchévique [...] La solidarité internationale du prolétariat n'est point un vain mot et elle doit devenir une réalité. Dans la période actuelle, lorsque, dans le monde entier, a lieu ou bien mûrit la révolution internationale, les bourgeoisies du monde entier se donnent la main. Il n'y a plus de distinction entre l'ennemi extérieur et l'ennemi intérieur »¹⁰².

Le même compte rendu attire l'attention sur les cas concrets montrant que la bourgeoisie faisait appel à l'aide des armées étrangères quand il s'agissait de repousser les attaques des masses populaires et il souligne que les classes possédantes « ne considèrent toute intervention étrangère comme un acte de violence contre la nation et un attentat à sa liberté que lorsqu'il est question des luttes du prolétariat ». D'où la conclusion que, en démasquant cette position de la bourgeoisie, il importe en même temps « de faire pénétrer dans l'esprit des travailleurs une profonde compréhension du principe de la solidarité internationale, solidarité qui peut également revêtir la forme d'une intervention armée pour soutenir la lutte contre la bourgeoisie »¹⁰³. Le rapport constatait également :

« La Révolution internationale et ses besoins doivent être à la base de la politique des partis prolétariens dans chaque pays. C'est de ce point de vue précisément qu'il faut juger l'aide que peuvent nous accorder nos frères russes. Nous avons le droit de leur réclamer cet appui; quant à eux, ils ont le devoir de nous l'apporter. Ce qui ne veut pas dire que l'entrée des forces armées soviétiques à tout instant doive être considérée comme indiquée et souhaitée ou qu'elle puisse toujours être possible. Tant qu'une grande partie de travailleurs des villes et des campagnes manque encore d'esprit révolutionnaire et de conscience de classe, tant que ces masses populaires restent sous l'influence du nationalisme de la bourgeoisie et des socialistes de droite, les bolchéviks faisant

¹⁰¹ Compte rendu de la séance du Conseil du Parti réuni vers la mi-février 1919 à Varsovie, sans date, p. 5.

¹⁰² *Ibidem*.

¹⁰³ *Ibidem*, p. 6 - 7.

leur entrée dans le pays seraient accueillis non pas comme des alliés issus de la même classe mais comme des "étrangers", des "envahisseurs". Notre devoir consiste à préparer par nos propres forces la révolution en Pologne, à faire comprendre aux masses que seule la révolution peut les libérer de l'oppression et de l'exploitation. Plus la conscience de classe sera étendue et profonde parmi les travailleurs des villes et des campagnes, plus puissant sera le climat révolutionnaire et plus rapidement nous arriverons à des luttes ouvertes avec la bourgeoisie, luttes révolutionnaires auxquelles prendront part les plus larges masses laborieuses. C'est alors que les bolchéviks entrant dans notre pays seront accueillis non seulement par les communistes mais par les masses elles-mêmes, engagées dans le feu des luttes révolutionnaires, comme des alliés venant à l'aide de la révolution polonaise, contre la bourgeoisie polonaise et l'Entente qui est derrière elle [...] Compter uniquement sur la libération des masses par les bolchéviks ne ferait qu'assoupir l'énergie révolutionnaire »¹⁰⁴.

Nous avons cité ce large extrait du compte rendu du Conseil National du Parti Communiste afin de pouvoir montrer le plus authentiquement possible dans quelle atmosphère politique les dirigeants communistes polonais envisageaient la possibilité pour la Révolution d'Octobre d'apporter une aide armée aux ouvriers des autres pays.

Pourtant, au sein du Parti Communiste, on était loin de l'unanimité à ce sujet. En particulier plusieurs militants communistes qui se trouvaient en Russie, avec J. Leszczyński-Leński en tête, penchaient pour l'idée d'une guerre révolutionnaire. Julian Marchlewski était en minorité lorsqu'il se prononça à la séance du Comité Central Exécutif des groupements communistes polonais en Russie, tenue le 9 juillet 1919 à Mińsk, pour des pourparlers de paix avec le gouvernement polonais. Dans le procès-verbal de ces débats, on peut lire que J. Marchlewski «a attiré l'attention sur la position de Lénine, lequel estime actuellement qu'on ne saurait introduire le régime communiste par la force armée, à l'encontre des tendances de la population [...] Le camarade M[archlewski] démontre que l'entrée de l'Armée Rouge aujourd'hui en Pologne aura des conséquences néfastes pour le communisme en Pologne »¹⁰⁵.

La thèse d'une guerre révolutionnaire menée à l'exemple de la Révolution française de 1789 n'avait pas été abandonnée, comme on le voit, par certains militants communistes et c'est avec eux que Marchlewski engagea la polémique.

Il est à souligner cependant que déjà dans les résolutions prises par le Conseil National du Parti Communiste en février 1919, l'existence d'un État polonais souverain et indépendant n'est plus remise en question et que l'idée première «d'une union avec la Russie révolutionnaire » est abandonnée. Le projet de plate-forme politique élaboré par les communistes polonais en avril 1919 pour le Congrès des Conseils des Délégués Ouvriers en Pologne (qui avait été convoqué mais qui ne put avoir lieu) allait bien plus loin encore puisqu'il lance le mot d'ordre d'une « République Polonaise des Conseils des Délégués des Ouvriers des Villes et des Cam-

¹⁰⁴ *Ibidem*.

¹⁰⁵ Procès-verbaux des réunions du Comité Central Exécutif des groupements du Parti Communiste Ouvrier de Pologne en Russie, Archives de l'Institut d'Histoire du Parti, 397, I-1 k. 41.

pagnes », c'est-à-dire d'un État indépendant de la Russie Soviétique, quoique, bien entendu, « uni avec les autres républiques soviétiques »¹⁰⁶.

L'idée d'une République Polonaise des Conseils Ouvriers, c'est-à-dire d'un État polonais autonome, entre pour longtemps dans le vocabulaire politique du Parti Communiste et est confirmée, entre autres, par la Conférence Nationale de ce parti tenue en avril 1920¹⁰⁷. Cette Conférence néanmoins fait encore preuve d'un grand optimisme quant aux possibilités d'une fin prochaine de l'isolement de la Révolution d'Octobre. Dans une des résolutions qui cherche, par ailleurs, à rendre plus concrètes ces perspectives, on lit :

La victoire de la révolution prolétarienne est inévitable à brève échéance. La victoire de la révolution allemande rend possible l'action directe du prolétariat dans les pays où il a la possibilité technique de conquérir le pouvoir mais où il ne pourrait le maintenir dans la lutte avec le capital international. Parmi ces pays il faut nommer au premier lieu l'Italie. La révolution en Europe centrale rendra possible les révolutions italienne et autrichienne »¹⁰⁸.

On avait donc perdu l'espoir de voir la Pologne se ranger parmi les premiers pays ou même être le premier pays à faire cesser l'isolement de la Révolution d'Octobre. Il est possible, d'ailleurs qu'on n'y ait jamais crû. En premier lieu on misait surtout sur la révolution allemande.

Tant que les centres principaux des luttes révolutionnaires du prolétariat pour le pouvoir continuaient leur activité en Europe, tant qu'en Pologne même se poursuivait le mouvement des Conseils des Délégués (bien que déjà en février 1919 le Conseil National du Parti Communiste constate sa faiblesse), les dirigeants de ce parti nourrissaient encore quelque espoir d'une révolution socialiste dans l'avenir immédiat. Mais en avril 1919 les derniers bastions de la résistance révolutionnaire en Allemagne allaient tomber : la Bavière et le bassin de la Ruhr. Le 1^{er} août 1919, achève son existence au bout d'un peu plus de quatre mois la République Soviétique de Hongrie et les Conseils des Délégués Ouvriers s'effritent également en Pologne.

On estimait — il est vrai — que ce n'était qu'une première vague des luttes révolutionnaires et que, bientôt, une seconde vague allait déferler sur l'Europe qui apporterait, peut-être, la victoire des ouvriers. Karl Radek écrit dans ses mémoires que — après l'extinction des luttes révolutionnaires en Allemagne — il avait reçu, dans sa prison berlinoise, la visite de Mieczysław Broński, un des dirigeants de SDKPiL, qui avait participé à la Révolution d'Octobre. Les deux hommes étaient arrivés à la conclusion qu'il fallait précisément attendre à présent cette deuxième vague de la révolution. Radek rapporte, entre autres : « Le camarade Broński, qui est parvenu à me rencontrer en prison, était pleinement d'accord avec

¹⁰⁶ Projet d'un programme politique, édité par le Parti Communiste Ouvrier de Pologne, sans date ni lieu d'édition (mai 1919), p. 4 et 5.

¹⁰⁷ *W sprawach partyjnych. Ważniejsze uchwały partii od Zjazdu Zjednoczeniowego w grudniu 1918 do konferencji partyjnej w kwietniu 1920 r.*, Warszawa 1920, p. 1.

¹⁰⁸ *Ibidem*.

moi quant à mon jugement sur la situation, à savoir que la première vague de la révolution [en Allemagne] avait reflué, que notre devoir consistait à nous organiser pour la vague suivante et que dans cette perspective il fallait gagner les syndicats, les comités d'usine, qu'il fallait entrer au parlement et à l'intérieur des organes autonomes du pouvoir »¹⁰⁹.

Cette opinion était d'ailleurs partagée par bon nombre d'autres révolutionnaires. Toutefois, la situation d'alors apportait certainement aux révolutionnaires polonais bien moins de raisons d'optimisme que celle de la fin de l'année 1918. D'autant plus qu'en Pologne également le pouvoir venait d'acquérir une certaine stabilité après les premières élections à la Diète en janvier 1919.

C'est pourquoi l'espoir de conquérir rapidement le pouvoir et la tactique qui se bornait au mot d'ordre « rien d'autre que la révolution sociale » devaient céder graduellement à des opinions plus réalistes, même si l'on hésitait encore à les formuler et les accepter. Mais dans la propagande politique concrète du parti les revendications partielles commençaient à occuper toujours plus de place, alors qu'on comptait de moins en moins sur la possibilité pour la Russie Soviétique de sortir de son isolement. Le parti continue à refuser d'admettre certains faits, comme en témoigne une résolution du Comité Central du Parti Communiste, condamnant, en mars 1921, une brochure écrite par H. Walecki, un des dirigeants du parti. Dans cette brochure, l'auteur s'était permis, pour la première fois, de critiquer la tactique adoptée jusqu'alors par le parti et qui subordonnait tous ses mots d'ordre politiques aux perspectives proches de la fin de l'isolement de la Révolution d'Octobre. Walecki constatait que le boycottage des élections à la Diète, en janvier 1919, ordonné par le parti, était une erreur, et il définissait la situation en Pologne à la fin de l'année 1918 et au début de 1919 comme moins mûre pour une révolution socialiste que cela ne ressortait de l'estimation officielle dans les documents du parti. Il soulignait également que l'unanimité à l'égard des problèmes du parti, au cours de la première période de son existence, découlait très souvent du désir d'éviter des discussions intérieures¹¹⁰.

Ce processus lent mais inévitable de l'abandon de l'espérance quant à une rapide extension de la Révolution d'Octobre aux autres pays de l'Europe fut interrompu pendant une brève période au cours de la guerre soviéto-polonaise, en été 1920, au moment où les troupes soviétiques se dirigeaient rapidement vers l'ouest. Cependant les communistes polonais n'étaient nullement d'accord sur des questions comme l'opportunité d'une guerre révolutionnaire faite au nom de la nécessité pour le premier État prolétarien de briser son isolement. Les opinions divergeaient également lorsqu'on se demandait jusqu'où l'Armée Rouge devait s'avancer dans sa marche vers l'ouest et si elle devait entrer sur les territoires

¹⁰⁹ K. Radek, *Nojabr (stranicka iz vospominanij)*, « Krasnaja Nov », 1926, kn. 9, p. 167.

¹¹⁰ H. Walecki, *O taktyce i stosunku do parlamentarizmu*, Warszawa 1921, p. 38.

ethniquement polonais. Ces divergences existaient également au sein du parti bolchévik.

C'est ainsi qu'après l'année 1919, l'attitude des communistes polonais à l'égard de la Révolution d'Octobre commence à prendre des aspects différents. En bref, on peut constater que ces nouveaux aspects menaient vers une vue plus réaliste des possibilités et des conditions de victoire et d'une survie victorieuse du socialisme dans un seul pays, et plus particulièrement en Russie.

Jusqu'à l'année 1919 le problème en question n'avait jamais été pris en considération par la gauche socialiste polonaise. Or, ce problème en lui-même ainsi que la façon de le résoudre devaient avoir de lourdes conséquences politiques. Cette question dépasse toutefois le cadre du présent article.

*

Lorsqu'on analyse l'attitude des partis formant la gauche socialiste polonaise (c'est-à-dire la SDKPiL et le Parti Socialiste Polonais-Gauche et, ensuite, le Parti Communiste Ouvrier de Pologne né de la fusion de ces deux partis) envers la Révolution russe d'Octobre, on ne peut s'empêcher de constater que, d'une façon générale, ces partis furent solidaires de cet acte historique accompli par le prolétariat russe.

La gauche socialiste polonaise menait, en Pologne, une propagande très active pour célébrer les conquêtes sociales et politiques de la Révolution d'Octobre. Elle soutenait cette révolution par des paroles et des actes. En Russie même, les révolutionnaires polonais, avaient pris une part active aux événements en soutenant, pour la plupart, la tactique adoptée par les bolchéviks. On pourrait même affirmer que, parmi les non-Russes, ce furent les Polonais qui furent parmi les plus actifs participants à la Révolution d'Octobre. En tous cas, les Polonais avaient occupé un nombre relativement élevé des postes-clés au moment de la révolution et, également, plus tard, quand se jouait le sort de la révolution.

Certains milieux de la gauche socialiste polonaise faisaient des réserves, parfois fort sérieuses sur la tactique de mouvement bolchévik. Cependant, ces réserves n'étaient pas en mesure d'altérer la ligne dominante dans l'attitude de la gauche socialiste polonaise qui appuyait les bolchéviks et soutenait leur tâche historique. Une partie des dirigeants du Parti Socialiste Polonais-Gauche, qui se trouvaient alors en Russie, avaient nourri, pendant quelque temps, des sympathies politiques envers les menchéviks-internationalistes. Mais à cette exception près, on ne voyait pas d'autre alternative qu'un alignement politique sur la ligne du parti bolchévik.

En ce qui concerne la SDKPiL, la seule question qui avait provoqué des critiques ouvertes à l'égard des bolchéviks de la part de ce parti concernait la signature du traité de Brest-Litovsk. Or, cette question avait provoqué également une opposition à Lénine à l'intérieur même du parti bolchévik de la part du groupe des « communistes de gauche ».

Seule Rosa Luxemburg avait développé sur une plus vaste échelle ses remarques critiques à l'égard de la tactique adoptée par les bolchéviks. Elle ne l'avait pas fait publiquement et ses articles et essais concernant ces questions ne furent publiés qu'après sa mort par Paul Lévi qui, d'ailleurs, n'avait pas été chargé de cette tâche par leur auteur.

On peut rapprocher les critiques formulées par le PPS-Gauche — que ce fut en Pologne ou en Russie — des appréciations sur la tactique des bolchéviks exprimées par Rosa Luxemburg. Cependant, à partir de l'automne 1918, cette polémique publique avec les bolchéviks cesse. Il se peut qu'alors les doutes du parti furent dissipées ou — ce qui est plus probable — que l'on craignait de causer du tort à la révolution par les critiques sur la tactique adoptée par les bolchéviks et d'interrompre, de ce fait, la marche ultérieure de la révolution vers l'Ouest. Toujours est-il que, à la fin de l'année 1918, la gauche socialiste polonaise est absolument d'accord pour propager l'idée que la Révolution d'Octobre vient de créer des modèles d'un type universel qui doivent entrer tels quels dans l'arsenal révolutionnaire du prolétariat mondial. En particulier, en tête de ces nouvelles expériences politiques d'importance universelle, vient en théorie et en pratique le système des soviets considéré comme instrument de la lutte des ouvriers pour le pouvoir et de l'exercice de ce pouvoir par la classe ouvrière.

Les représentants de la gauche socialiste polonaise de cette époque étaient intimement persuadés que le capitalisme était non seulement dépourvu de toutes perspectives de développement mais qu'il sera tout simplement incapable de faire sortir l'humanité du chaos engendré par la guerre. Ils considéraient le régime capitaliste et la bourgeoisie impérialiste comme responsables du massacre de 1914-1918. Le traumatisme de la guerre sur les représentants de la gauche socialiste en Pologne eut une importance considérable. C'est pourquoi ils ne voyaient de possibilité pour sauver les peuples du monde entier que dans une révolution internationale dont le début avait été marqué par la Révolution d'Octobre en Russie.

Défendre la Russie révolutionnaire ne constituait pas un but en soi pour la gauche socialiste polonaise. En effet, étant donné que la révolution prolétarienne leur apparaissait comme un problème qui ne pouvait être résolu de façon définitive qu'à l'échelle internationale, les dirigeants de la gauche socialiste polonaise étaient convaincus que l'attitude à l'égard de la Révolution d'Octobre devait être subordonnée à la cause de la révolution internationale. On ne pouvait, d'ailleurs, concevoir que la révolution dans un pays à majorité paysanne comme la Russie pût se maintenir plus longtemps sans que la révolution éclate dans les pays supérieurement développés de l'Europe Occidentale. C'est pourquoi, au cours de cette période, il s'agissait, avant tout, de faire preuve de solidarité avec le pays qui avait, le premier, assumé la tâche héroïque d'abattre le pouvoir de la bourgeoisie, mais qui serait bientôt suivi par le prolétariat des autres pays.

Avant le mois d'octobre 1917, la SDKPiL — et en cela elle différait du PPS-Gauche — n'était pas disposée à avancer un programme intermédiaire de lutte

pour la paix, pour un État polonais national et démocratique, pour une réforme agraire démocratique, etc. Mais la Révolution d'Octobre ne fit que renforcer la SDKPiL dans son opinion et ses convictions commencèrent à être partagées aussi par le Parti Socialiste Polonais-Gauche.

Ces deux partis estimaient que dans la situation d'alors, une seule alternative politique se posait devant la gauche socialiste en Pologne: l'État bourgeois polonais ou bien la lutte pour la révolution socialiste en Europe, révolution qui devait résoudre à elle seule tous les problèmes nationaux puisqu'elle allait signifier la fin de toute oppression. C'est pour cette raison qu'on n'avait pas songé à déterminer ni les frontières, ni le régime institutionnel du futur État polonais. On estimait, en effet, que dans la famille des nations socialistes victorieuses cette question n'aurait aucune importance. Le mot d'ordre qui propageait l'idée d'une union de la Pologne avec la Russie révolutionnaire, proposé encore avant la révolution allemande, constituait pour la SDKPiL seulement une première étape dans sa lutte pour l'union de la Pologne avec l'Europe socialiste. Pour la gauche socialiste polonaise, la révolution russe n'était pas seulement un événement concernant un seul pays mais un événement de portée mondiale. Il ne s'agissait donc pas d'une union avec la Russie mais d'une union avec la révolution. D'autant plus que — comme nous l'avons déjà mentionné — ils voyaient l'avenir de la révolution russe seulement dans l'aide fournie par les révolutions qui devaient éclater en Europe Occidentale. Ce n'est qu'alors — estimaient-ils — qu'il serait possible de mener à bonne fin les transformations socialistes de l'économie et de la société dans le premier pays de la révolution. Que plus est, on estimait que des révolutions en Europe Occidentale, c'est-à-dire dans des pays dont la structure sociale rendait bien plus facile qu'en Russie la tâche de gagner la majorité de la nation à la cause du prolétariat, allaient éviter aux bolchéviks la nécessité d'adopter des mesures discutables telles que la terreur, l'absence de normes démocratiques, certaines mesures économiques. Or, comme on le sait, ces mesures politiques n'avaient pas été approuvées ni par Rosa Luxemburg ni par Maria Koszutska et leurs opinions reflétaient, après tout, des opinions largement répandues aussi bien en Pologne qu'en Europe Occidentale.

C'est pour cela que la gauche socialiste polonaise ne reconnaissait pas encore, en ce temps-là, la possibilité de maintenir le socialisme au pouvoir dans un seul pays. C'est pourquoi aussi la Révolution d'Octobre n'était pour les socialistes polonais de gauche nullement un phénomène isolé mais bien le début d'un processus révolutionnaire dans le monde entier.

Au printemps 1919 il fallut également abandonner l'espoir d'une proche révolution socialiste en Pologne même. Une partie de la gauche socialiste polonaise avait alors commencé à envisager la perspective d'une marche victorieuse de la révolution prolétarienne, de la Russie vers l'ouest de l'Europe, sous la forme d'une guerre révolutionnaire. Là, cependant, les avis restaient nettement partagés aussi bien dans les rangs des révolutionnaires polonais que parmi les bolchéviks eux-mêmes.

Cette dernière question était intimement liée à la conviction qu'une révolution prolétarienne allait sans nul doute éclater rapidement en Allemagne. N'oublions pas que les communistes polonais — et pas seulement polonais — nourrissent fermement cet espoir, pas seulement d'ailleurs en 1919 mais jusqu'aux alentours de l'année 1923. Dans cet état d'esprit le territoire de la Pologne revêtait pour les communistes polonais une importance stratégique capitale: la Pologne allait-elle servir de pont entre la Russie révolutionnaire et l'Allemagne en voie de révolution? Ou bien, au contraire, allait-elle devenir un barrage interdisant l'extension de la révolution en Europe?

L'enjeu était donc considérable et l'on estimait que le prolétariat révolutionnaire peut et doit prendre sur soi la tâche de gagner à sa cause la majorité de la nation après la prise du pouvoir, même s'il ne jouit pas de l'appui de cette majorité à l'heure donnée.

Soulignons cependant que les partisans d'une guerre révolutionnaire constituaient une minorité au sein du parti communiste polonais. C'est au moins la conclusion qui s'impose lorsqu'on analyse l'ensemble des écrits laissés par la gauche socialiste polonaise et, ensuite, par les communistes en Pologne. On sait également que les adversaires polonais de cette guerre révolutionnaire jouissaient de l'appui de Lénine. Celui-ci, il est vrai, s'était penché sur la question au cours de la brève période de la contre-offensive soviétique de l'été 1920 en considérant les possibilités d'une marche ultérieure vers l'occident. Mais même alors Lénine ne s'était jamais ouvertement prononcé pour la guerre révolutionnaire. Il était l'adversaire d'une « exportation de la révolution » et se refusait à imposer par la force la volonté de l'avant-garde révolutionnaire aux sociétés avant qu'elles n'y viennent d'elles-mêmes. Il restait, d'ailleurs, persuadé que ce processus de maturation allait se trouver accéléré par la Révolution d'Octobre et son influence.

La gauche socialiste en Pologne et, plus tard, les communistes polonais avaient misé sur le soutien à accorder à la Révolution d'Octobre. Cette attitude était non seulement l'expression logique de leur conscience de classe et de leur internationalisme mais devait avoir, à long terme, les résultats les plus fructueux du point de vue des intérêts de la Pologne. Et cela non pas seulement à l'époque, mais également un quart de siècle plus tard. Car, en 1918 - 1919, le maintien au pouvoir des bolchéviks en Russie avait empêché les généraux « blancs » de réaliser leurs projets d'annexion de territoires polonais. Et vingt cinq années plus tard, les armées du premier État socialiste libéraient la Pologne de l'oppression nazie, la plus atroce et la plus dangereuse que la Pologne ait jamais rencontrée au cours des siècles. Appuyés par le pays de la Révolution d'Octobre, les héritiers idéologiques des révolutionnaires polonais des années 1917 - 1918 réussirent ce qui avait été encore impossible à réaliser au lendemain d'Octobre 1917.

(Traduit par Aleksander Wołowski)